



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire
N° 149 – 3^{ème} trimestre 2011

Sommaire

Méthodologie	3
1. Synthèse	5
2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit	12
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière	13
<i>L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques</i>	<i>14</i>
<i>Les placements des ménages</i>	<i>16</i>
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	<i>16</i>
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	17
4.1 <i>Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	<i>17</i>
<i>L'évolution de l'endettement des agents économiques</i>	<i>17</i>
<i>L'endettement des ménages</i>	<i>18</i>
<i>L'endettement des entreprises</i>	<i>18</i>
4.2 <i>Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	<i>19</i>
5. Risques sectoriels	20
6. Rappel des taux	22
6.1 <i>Taux réglementés</i>	<i>22</i>
6.2 <i>Principaux taux de marché</i>	<i>22</i>
6.3 <i>Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises</i>	<i>22</i>
6.4 <i>Taux effectifs pratiqués par les établissements de crédit</i>	<i>22</i>
6.5 <i>Taux de l'usure</i>	<i>23</i>
7. Monnaie fiduciaire	24
7.1 <i>Emission mensuelle de billets euros</i>	<i>24</i>
7.2 <i>Emission mensuelle de pièces euros</i>	<i>24</i>

1) La réforme du système de reporting financier à l'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACP) et son incidence sur l'établissement des statistiques monétaires

Le système **SURFI** (Système Unifié de Reporting Financier) est venu se substituer au système d'information **BAFI** (Base des Agents Financiers) à partir du mois de juin 2010, impliquant certaines modifications des statistiques monétaires : production de nouveaux états périodiques et introduction d'une nouvelle taxonomie notamment.

Cette réforme permet, au niveau de l'IEDOM, de mieux référencer les établissements de crédit ayant une activité d'octroi de prêts ou de collecte de dépôts dans les départements d'outre-mer, et d'avoir ainsi une meilleure connaissance des encours totaux de crédit et de collecte.

2) La modification des critères retenus pour différencier les établissements de crédit locaux et ceux non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Du fait de la réforme SURFI, plusieurs établissements de crédit, précédemment considérés comme non installés localement, sont désormais intégrés dans les établissements de crédit locaux, impliquant une forte augmentation de l'encours des crédits distribués localement. Il s'agit de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), de Dexia-Crédit local de France, de l'Agence française de développement (AFD) et de la Casden-BP.

3) Enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'IEDOM auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (17 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

4) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales et à la Banque Postale. Ils ne recensent donc pas la totalité des placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuille-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'île.

Les actifs financiers sont regroupés par grand type d'agent économique. Autre nouveauté liée au passage à SURFI : les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBSLM, ou administrations privées) sont classées avec les « autres agents » (avec les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale). Jusqu'à présent, elles étaient classées avec les ménages, qui ne regroupent plus désormais que les particuliers et les entrepreneurs individuels. Les entreprises enfin correspondent aux sociétés non financières.

5) Passifs financiers

Les passifs financiers sont présentés en deux temps : d'abord les crédits octroyés par les seuls établissements de crédit implantés localement, et ensuite les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit intervenant dans le département, qu'ils soient ou non installés localement.

Suite à l'élargissement du champ des établissements de crédits installés localement, les statistiques monétaires des crédits qu'ils octroient intègrent maintenant la Caisse des dépôts et consignations (CDC), Dexia-Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD) et la Casden-BP. Parmi les établissements de crédit non installés localement demeurent la Banque européenne d'investissement (BEI), Natexis et la Compagnie de financement foncier.

Les entrepreneurs individuels (EI) sont éclatés entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) tandis que les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (SNF, et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers et EI selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale et les ISBSLM.

6) Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif (de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique dans les DOM), les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur l'ensemble du territoire français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM (départements et collectivités d'outre-mer). Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

Il est complété par les statistiques collectées mensuellement par l'Iedom sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit (à partir d'un encours de 10 000 euros) ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros, transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

En raison du passage à SURFI, les nouvelles séries historiques publiées (qu'il s'agisse des actifs ou des passifs financiers) s'écartent légèrement des séries publiées dans les précédentes éditions.

Au niveau des actifs financiers, l'intégration de la Casden-BP dans les établissements de crédit installés localement entraîne une hausse des encours des dépôts collectés de l'ordre d'une centaine de millions d'euros.

Au niveau des concours de caractère bancaire (passifs financiers), l'intégration de nouveaux établissements de crédit dans le champ des établissements installés localement (CDC, Dexia, AFD et Casden-BP) entraîne une hausse de plus de trois milliards d'euros des concours locaux. Ce reclassement est en revanche sans effet sur les concours consentis par l'ensemble des établissements de crédit.

Enfin, le reclassement des ISBSLM entraîne le passage des lignes concernées dans les tableaux par agents des « ménages » vers les « autres agents ».

1. Synthèse

Synthèse internationale

La croissance de l'économie mondiale reste modeste au 3^e trimestre 2011, notamment dans les pays avancés. Le contexte économique est incertain, avec l'aggravation de la crise de la dette souveraine dans la zone Euro et la forte volatilité des marchés financiers et boursiers.

Au troisième trimestre, la croissance américaine atteint 0,6 %, tirée par les investissements qui connaissent leur plus forte progression depuis le 2^e trimestre 2010, alors que la croissance de la consommation et des stocks est modérée et que les dépenses publiques sont désormais en légère baisse.

En Asie, la croissance japonaise s'établit à 1,5 %, après trois trimestres de contraction. Cette croissance est partiellement liée à un rebond après le séisme. En effet, outre les pertes humaines, le séisme avait détruit ou endommagé certaines infrastructures et usines et rompu les chaînes d'approvisionnement des entreprises. La Chine affiche une croissance de 2,3 % au 3^e trimestre, comparable à celle du trimestre précédent, mais en repli par rapport aux niveaux de 2010.

La croissance de la zone euro reste faible, à 0,2 % au 3^e trimestre. L'Allemagne et la France contribuent fortement à la croissance de la zone, puisque l'économie allemande voit son activité progresser de 0,5 % et celle de la France de 0,4 %. Les perspectives de croissance pour les prochains mois sont cependant incertaines, en raison des plans d'austérité que certains pays sont contraints d'adopter en réaction à la croissance de leurs coûts de refinancement sur les marchés obligataires.

En matière de politique monétaire, la BCE a abaissé de 25 points de base son principal taux directeur à 1,25 %, le 3 novembre, et à 1 % le 8 décembre. La FED maintient pour sa part son principal taux d'intérêt à un niveau proche de zéro.

S'agissant de la dette souveraine des pays de la zone euro, l'importance des ventes sur le marché secondaire a contribué au renchérissement du coût des emprunts des Etats en difficulté. Le Premier ministre grec a été contraint à la démission, le 9 novembre, de même que le Président du Conseil italien, le 12. Fin novembre, l'agence de notation Moody's a averti que l'aggravation de la crise de la dette dans la zone euro constituait une menace pour les notes de solvabilité de l'ensemble des pays européens.

En réponse à ces turbulences, les ministres des Finances de la zone euro ont décidé le 30 novembre de renforcer les capacités du Fonds européen de stabilité financière, à un niveau qui reste toutefois à

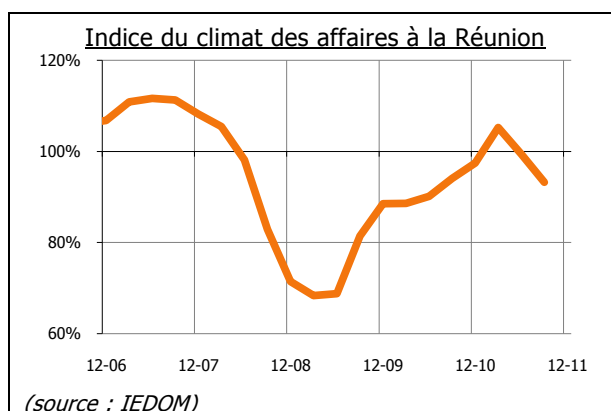
déterminer. Ils ont également décidé d'examiner la possibilité d'une augmentation des ressources du FMI au travers d'une part, de prêts bilatéraux accordés par des Etats de la zone euro, et d'autre part par des prêts de la BCE. Le 9 décembre lors du sommet européen de Bruxelles, 23 des 27 Etats de l'Union Européenne ont accepté le principe d'un accord sur la stabilité financière, les Etats s'engageant à respecter la discipline budgétaire qui sera inscrite dans les constitutions nationales.

Sur les marchés, les cours des matières premières et du pétrole ont interrompu leur envolée, affectés par les craintes d'un ralentissement de l'économie mondiale et les tensions financières en Europe, et connaissent des chutes respectives de 3,2 % et 2,8 % au cours du 3^e trimestre. Parallèlement, la crise des dettes souveraines alimente l'inquiétude des marchés et accentue la baisse des indices boursiers.

Une situation financière contrastée

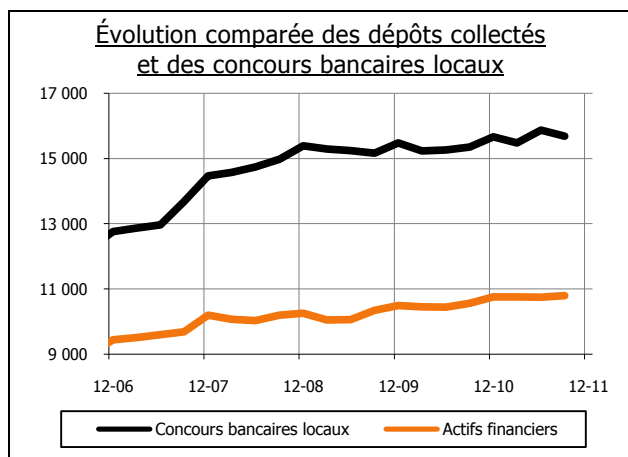
L'économie réunionnaise semble connaître des difficultés au troisième trimestre 2011. L'indicateur du climat des affaires se dégrade (- 6,2 points par rapport au deuxième trimestre) et s'établit à nouveau nettement en dessous de sa moyenne de longue période (- 6,8 points).

Ce mouvement s'explique principalement par les craintes des professionnels interrogés par l'Iedom pour la fin de l'année, mais aussi par le jugement sur le passé.



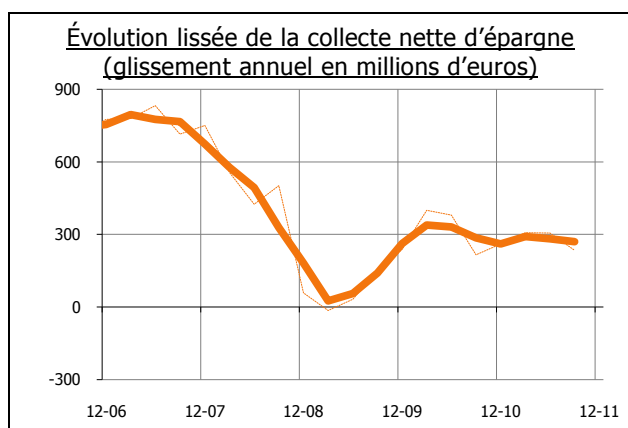
L'activité du système bancaire au troisième trimestre 2011 est très peu dynamique, dans le prolongement du constat dressé les trimestres précédents. L'épargne collectée localement comme les encours de crédits à la clientèle restent globalement atones, alternant d'un trimestre à l'autre de légères hausses et de légères baisses, qui se résument par une tendance malgré tout orientée à la hausse. Les

indicateurs de vulnérabilité des entreprises et des ménages sont eux aussi relativement stables (nombre de dossiers de surendettement, nombre d'effets impayés), mais le taux de créances douteuses remonte légèrement ce trimestre. L'enquête de conjoncture auprès des établissements de crédit montre une bonne orientation de l'activité bancaire selon les dirigeants d'établissements de crédit interrogés, mais ils restent inquiets en matière de rentabilité attendue, dans un environnement économique jugé dégradé.



Stabilisation de la collecte nette de ressources

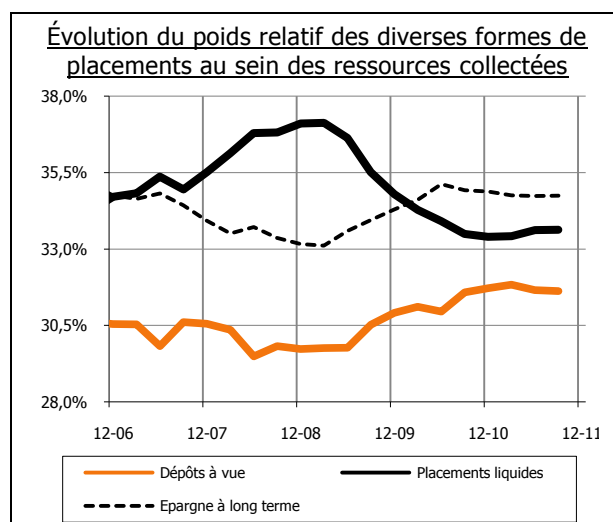
La collecte nette d'épargne reste relativement stable au troisième trimestre, à un niveau toujours très inférieur à ceux enregistrés avant la crise (moins de 300 millions d'euros de collecte annuelle contre plus de 800 M€ en moyenne dans les années d'avant crise). L'ensemble des ressources collectées auprès de la clientèle non financière s'établit à 10,8 milliards d'euros à fin septembre 2011, en hausse de + 0,4 % sur le trimestre (et de + 2,2 % en glissement sur douze mois). Pour mémoire, le trimestre précédent avait enregistré une légère baisse de l'encours des actifs (- 13 millions d'euros, soit - 0,1 % sur le trimestre).



Les dépôts à vue et les placements liquides progressent plus rapidement que l'épargne totale, au cours du troisième trimestre 2011 tout comme au cours des douze derniers mois, tandis que les

produits d'épargne à long terme s'inscrivent en baisse. La hausse des certificats de dépôts négociables est particulièrement soutenue (+ 25,6 % au troisième trimestre, soit + 69 millions d'euros), tout comme celle des comptes créditeurs à terme (+ 5,9 %, soit + 35 M€). Ces deux produits d'épargne sont également ceux qui progressent le plus vite sur les douze derniers mois (+ 42,1 %, soit + 101 M€ pour les certificats de dépôts, et + 10,7 %, soit + 60 M€ pour les comptes à terme), avec les livrets A d'épargne (+ 11,5 % sur douze mois, soit + 88 M€).

A l'inverse, le troisième trimestre 2011 enregistre des baisses assez fortes pour un certain nombre de produits d'épargne, en liaison avec les difficultés enregistrées sur les marchés financiers depuis l'été 2011 : les actions en portefeuille-titres (- 22,4 %, soit - 42 millions d'euros), les obligations en portefeuilles (- 12,1 %, soit - 48 M€), et les OPCVM monétaires (- 11,5 %, soit - 36 M€). Sur douze mois, les plus fortes baisses concernent pratiquement les mêmes produits d'épargne : baisse des OPCVM monétaires de - 31,7 %, soit - 130 M€, des OPCVM non monétaires de - 24,7 %, soit - 93 M€, des obligations de - 13,4 %, soit - 54 M€ et des actions de - 9,6 %, soit - 15 M€.



Ces évolutions récentes n'impactent que peu la distribution relative des différentes catégories d'épargne, et les poids relatifs des dépôts à vue, des placements liquides et de l'épargne à long terme restent relativement stables depuis le début de l'année 2011. Cette stabilité tranche avec les années 2009-2010 qui avaient enregistré une hausse de la part des dépôts à vue et de l'épargne longue au sein du total des actifs financiers, tandis que le poids des placements liquides reculait fortement après que ceux-ci aient été plébiscités au cours des trimestres de crise financière.

Dans le détail par agent, les dépôts à vue représentent une proportion très importante des actifs financiers détenus par les sociétés non financières (54,6 % en septembre 2011), contre 24,2 % pour les ménages. A l'inverse, l'épargne à long terme, qui ne représente que 5,1 % des actifs financiers des sociétés non financières en septembre

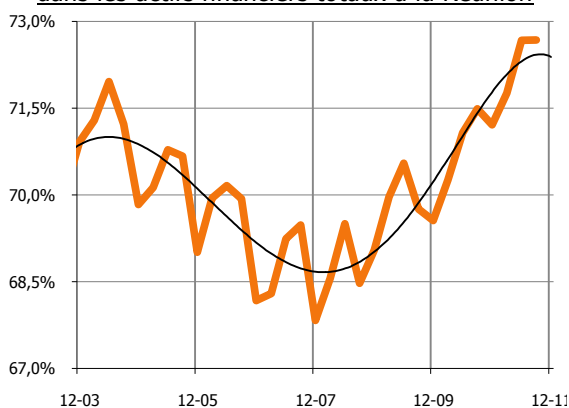
2011, pèse 43,1 % au sein des placements des ménages.

	Poids relatif au sein de l'épargne totale			
	sept-09	sept-10	juin-11	sept-11
Des dépôts à vue	30,7%	31,2%	31,5%	31,8%
(dt) Poids pour les ménages	23,2%	23,8%	23,6%	24,2%
(dt) Poids pour les sociétés	50,6%	53,8%	55,6%	54,6%
Placements liquides	35,4%	33,2%	33,3%	34,0%
(dt) Poids pour les ménages	34,1%	32,5%	32,5%	32,7%
(dt) Poids pour les sociétés	41,0%	36,2%	39,1%	40,2%
Epargne à long terme	33,9%	35,6%	35,2%	34,3%
(dt) Poids pour les ménages	42,8%	43,7%	43,9%	43,1%
(dt) Poids pour les sociétés	8,4%	10,0%	5,4%	5,1%

Les **placements des sociétés non financières** progressent assez sensiblement au troisième trimestre 2011 (+ 7,2 %, soit + 155 millions d'euros), suite à une progression constatée pour la plupart des types de placements, que ce soit les placements liquides (+ 10,4 %), les dépôts à vue (+ 5,4 %) ou l'épargne longue (+ 2,6 %). Seuls leurs placements sur des OPCVM monétaires reculent légèrement sur le trimestre (- 2,6 %).

Les **placements des ménages** continuent de progresser à un rythme limité au troisième trimestre + 0,5 %, soit + 35 millions d'euros, après + 1,1 % au trimestre précédent). Les dépôts à vue des ménages augmentent un peu plus rapidement (+ 3,0 %), de même que les placements indexés sur les taux de marché (+ 3,1 %), tandis que l'épargne longue recule sensiblement (- 1,4 %, soit - 49 M€), impactée notamment par le recul des placements en actions (- 21,4 %, soit - 35 M€) et en OPCVM non monétaires (- 6,7 %, soit - 10 M€).

Evolution du poids des placements des ménages dans les actifs financiers totaux à la Réunion

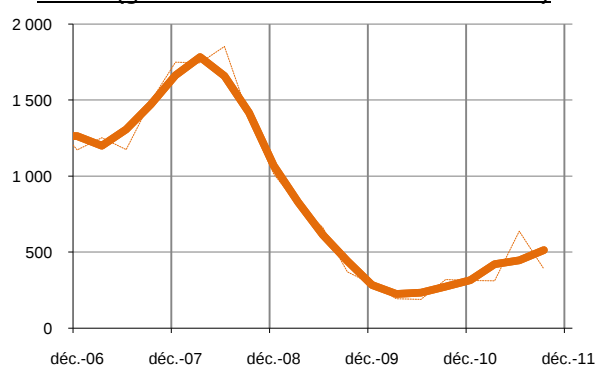


Globalement, les ménages représentent 72,7 % de l'ensemble des actifs financiers détenus dans le département. Cette proportion est en hausse continue depuis le début de l'année 2008, après avoir continuellement baissé entre 2004 et 2007. A l'inverse, le poids des placements détenus par les sociétés non financières, qui avait atteint un maximum de 25 % en décembre 2007, ne représentent plus à fin septembre 2011 que 21,2 % du total des dépôts.

Des encours de crédits en baisse ...

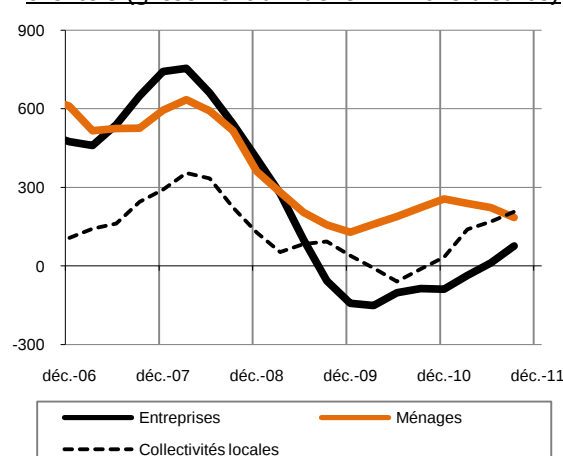
Les encours bruts de crédits consentis par les établissements de crédit installés localement (qui représentent 94,8 % des crédits octroyés à La Réunion) diminuent légèrement au troisième trimestre 2011 (- 0,9 % soit - 151 millions d'euros). Toutefois, les encours de crédits du trimestre précédent étaient majorés de 137 M€, qui correspondaient à un débit exceptionnel pour une administration (cf. bulletin trimestriel du deuxième trimestre). L'incidence de cette opération corrigée, la baisse sur le dernier trimestre n'atteint plus que - 14 millions d'euros soit - 0,1 %. Sur douze mois, la progression des encours de crédits à la clientèle s'établit à + 2,4 % (soit + 390 millions d'euros).

Évolution lissée des concours bancaires locaux (glissement annuel en millions d'euros)



Depuis le début de l'année 2010, et de la même manière que ce qui a été vu précédemment concernant les placements financiers, les encours de financement enregistrent une hausse régulière, mais beaucoup plus mesurée que dans les années 2007 et début 2008. Le rythme actuel de croissance des encours s'établit désormais autour de 500 millions d'euros en moyenne par an, alors qu'il dépassait le milliard d'euros avant la crise.

Évolution des concours bancaires locaux par clientèle (glissement annuel en millions d'euros)

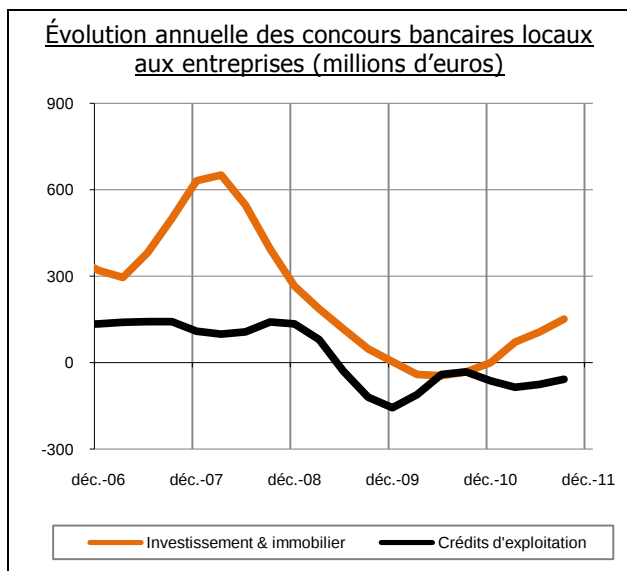


Les évolutions des encours de crédit selon la clientèle sont contrastées. Hormis pour les ménages, les encours diminuent au troisième trimestre,

légèrement pour les Entreprises (-1,1 %), mais de manière plus prononcée pour les collectivités locales (- 6,7 %) et les autres agents (- 5,0 %). En rythme annuel, les évolutions d'encours des principales clientèles restent toutefois bien orientées.

a) Une baisse des crédits aux entreprises au troisième trimestre...

Les **financements consentis aux entreprises** reculent de - 77 millions d'euros au troisième trimestre 2011 après avoir nettement progressé au trimestre précédent (+ 2,6 %, soit + 172 M€). Ce recul s'explique notamment par la baisse de l'encours des crédits d'exploitation, qui diminuent sensiblement au troisième trimestre (- 5,9 % soit - 162 millions d'euros) après une hausse au trimestre précédent (+ 2,6 % soit + 172 millions d'euros). La baisse enregistrée ce troisième trimestre concerne toutes les formes de financements bancaires à court terme, que ce soit les mobilisations de créances commerciales (- 7,6 % entre juin et septembre 2011 après + 38,4 % au deuxième trimestre), l'affacturage (- 5,1 % après + 2,2 % précédemment) et surtout les comptes ordinaires débiteurs des entreprises (- 20,1 % après + 12,3 %). Les financements immobiliers des entreprises diminuent eux aussi au troisième trimestre 2011 (- 0,4 %, soit - 11 millions d'euros). Ils avaient diminué de - 1,6 % au trimestre précédent, mais cette baisse s'expliquait pour partie par l'ajustement comptable mentionné précédemment. Les financements immobiliers représentent toujours un poids important des financements totaux aux entreprises (41,6 % du total).



Les crédits de trésorerie demeurent stables au troisième trimestre (+ 0,6 %) après avoir augmenté de + 19,3 % au deuxième trimestre.

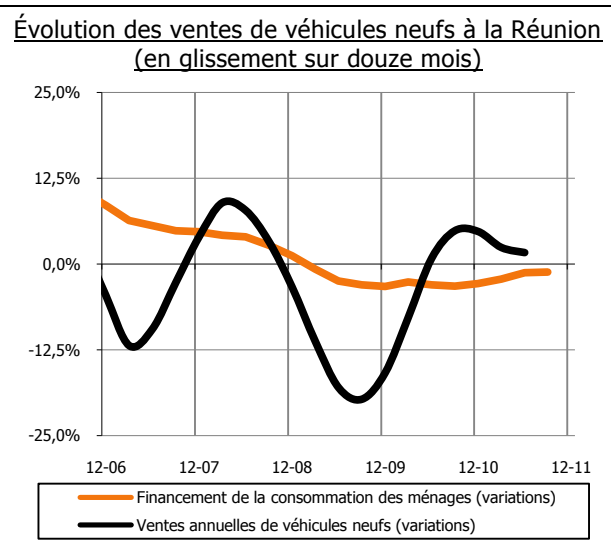
Enfin, le financement de l'investissement des entreprises s'inscrit en légère hausse de + 0,1 % au troisième trimestre (+ 3 millions d'euros). Pour mémoire, il avait progressé de + 2,8 % (soit + 83 millions d'euros) le trimestre précédent, en raison du

reclassement comptable déjà mentionné réalisé par un établissement bancaire de la place (qui avait conduit à transférer en crédits d'équipement une majorité des financements immobiliers consentis à des SCI et des professionnels, précédemment classés en crédits à l'habitat pour un total de 150 millions d'euros).

En glissement sur douze mois, les crédits sains aux entreprises progressent toutefois de + 0,4 % (après + 1,8 % à la fin du trimestre précédent). Une partie de la hausse du trimestre précédent (67 millions d'euros) s'expliquait cependant par un reclassement comptable de financements immobiliers consentis à des professionnels vers les crédits d'équipement.¹

b) ... alors que les crédits aux ménages progressent

Après la légère baisse de - 0,3 % enregistrée au deuxième trimestre 2011², **les concours consentis aux ménages** s'inscrivent en hausse mesurée au troisième trimestre (+ 0,8 %, soit + 51 millions d'euros), portés par la bonne tenue des financements à l'habitat des ménages (+ 1,4 % entre juin et septembre 2011 soit + 67 millions d'euros).

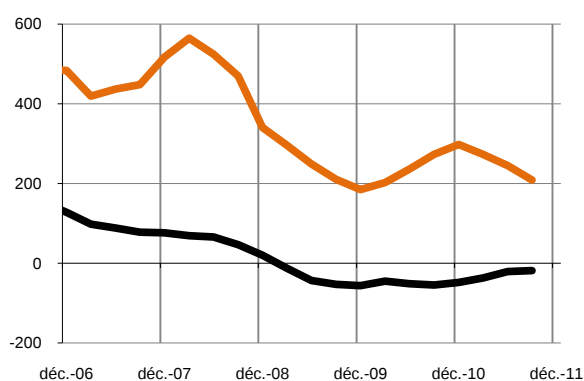


Le financement de la consommation des ménages continue quant à lui de s'inscrire en baisse, dans la continuité des trimestres précédents. Il recule ainsi de - 1,0 % au troisième trimestre 2011 (- 16 millions d'euros), après - 0,3 % au deuxième trimestre 2011 (- 4 millions d'euros), pour atteindre 1 606 millions d'euros.

¹ Les crédits immobiliers aux entrepreneurs individuels sont en effet rattachés aux crédits consentis aux ménages tandis que les crédits d'équipement des mêmes entrepreneurs sont rattachés aux crédits aux entreprises (cf. méthodologie page 5, et bulletin du deuxième trimestre 2011).

² Baisse qui s'expliquait par un reclassement comptable pour une banque des crédits à l'habitat consentis aux entrepreneurs individuels (cf. bulletin du deuxième trimestre 2011).

Évolution annuelle des concours bancaires locaux aux ménages (millions d'euros)



En glissement annuel, les crédits aux ménages progressent de + 2,9 % par rapport à fin septembre 2010, la bonne tenue des financements immobiliers (+ 4,4 %) compensant largement la baisse des crédits à la consommation des ménages (- 1,0 %).

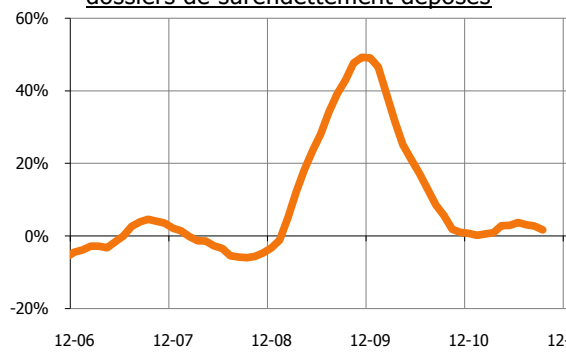
c) Une baisse des crédits consentis aux collectivités locales s'expliquant par une opération exceptionnelle le trimestre précédent

Les crédits consentis aux collectivités locales reculent sensiblement au troisième trimestre 2011 (- 6,7 % soit - 129 millions d'euros) après leur forte hausse exceptionnelle du trimestre précédent (+ 11,1 % soit + 191 millions d'euros). Cette hausse s'expliquait par une opération exceptionnelle sur un établissement public au 30 juin 2011, qui a donné lieu à une progression ponctuelle sur quelques jours de + 135 millions d'euros des comptes ordinaires débiteurs. Cette opération exclue, les financements consentis aux collectivités locales s'inscrivent en légère hausse sur les deux derniers trimestres (+ 3,6 % entre mars et septembre 2011, soit + 62 millions d'euros).

Des indicateurs de vulnérabilité encore contrastés

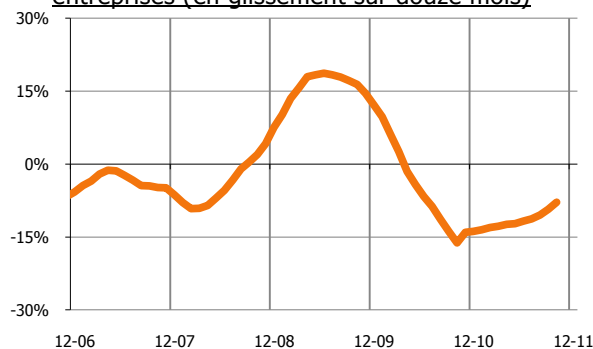
Le nombre annuel de dossiers de surendettement déposés par les ménages réunionnais demeure stable sur les douze derniers mois (+ 0,6 % à fin septembre 2011), à un niveau qui demeure toujours élevé (1 125 dossiers déposés sur les douze derniers mois). Le nombre de dossiers de surendettement rapporté à la population reste cependant très inférieur au niveau observé en France métropolitaine.

Évolution en glissement annuel du nombre de dossiers de surendettement déposés



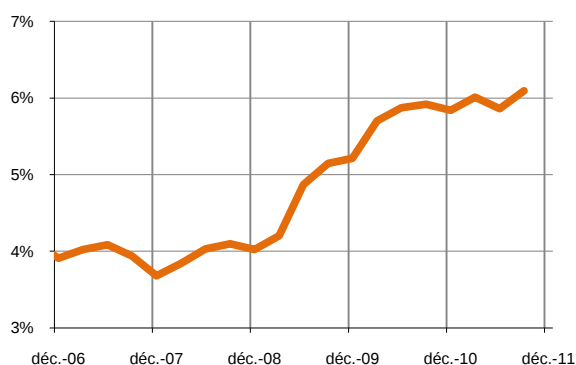
Le nombre annuel d'effets impayés sur les entreprises continue de s'inscrire en baisse au troisième trimestre (- 6,7 % à 8 647 effets impayés sur douze mois), mais à un rythme un peu ralenti par rapport aux trimestres précédents. Cet indicateur de santé financière des entreprises, qui s'était particulièrement dégradé au cours des années de crise financière en 2008-2009, avec une hausse du nombre d'impayés sur effets de commerce qui avait atteint un maximum de + 19,3 % en juin 2009, ne se rétablit donc que très progressivement.

Évolution du nombre d'effets impayés sur les entreprises (en glissement sur douze mois)



De leur côté, les **créances douteuses** brutes portées par les établissements de crédit implantés localement continuent à progresser et dépassent le seuil du milliard d'euros, à 1 018 millions d'euros à fin septembre 2011. Leur hausse atteint + 3,0 % au troisième trimestre, et + 5,4 % sur les douze derniers mois (après une légère baisse de - 0,2 % le trimestre précédent). Le taux de créances douteuses de la place s'établit à 6,1 % à fin septembre 2011, en hausse de 0,2 point par rapport à juin 2011, soit son plus haut niveau enregistré depuis les années 2000.

Evolution du taux de créances douteuses à la Réunion



Le montant des provisions sur créances douteuses s'établit à 645 millions d'euros à fin septembre 2011, en hausse de + 2,4 % sur le trimestre et de + 8,0 % sur les douze derniers mois. Le taux de provisionnement atteint ainsi 63,4 % à la fin du troisième trimestre 2011.

Activité contrastée selon les secteurs de clientèle, dans un environnement toujours jugé dégradé

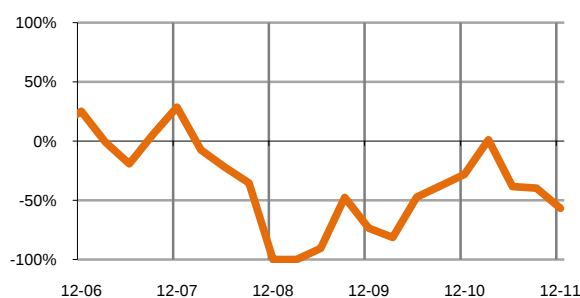
Les dirigeants des établissements de crédit, consultés dans le cadre de l'enquête trimestrielle de conjoncture réalisée par l'IEDOM, font état de perspectives d'activité relativement bien orientée pour la fin d'année 2011 et le premier trimestre 2012 pour la collecte de dépôts, la production de crédits d'exploitation pour les entreprises et le financement de l'habitat des ménages. A contrario, la production de crédits d'équipement aux entreprises et le financement de la consommation des ménages resteraient mal orientés en fin d'année 2011 et début d'année 2012.

Les prochains trimestres enregistreraient également une évolution favorable du coût du risque, des charges d'exploitation bancaire, et du résultat net. La franche amélioration anticipée par les soldes d'opinion sur le coût du risque fait suite à une certaine volatilité de l'appréhension du risque de crédit dans un environnement changeant par les dirigeants d'établissement de crédit.

Les commissions prélevées et le produit net bancaire affichent par contre des soldes d'opinions majoritairement négatifs, qui traduisent les tensions supplémentaires enregistrées sur la rentabilité des établissements de crédit ainsi que sur les tarifs bancaires.

Enfin, les anticipations des dirigeants d'établissements de crédit sur l'évolution de l'environnement économique dans lequel ils évoluent s'inscrivent toujours en nette dégradation pour le quatrième trimestre 2011 et le début de l'année 2012.

Évolution du solde d'opinion sur la tendance de l'environnement économique

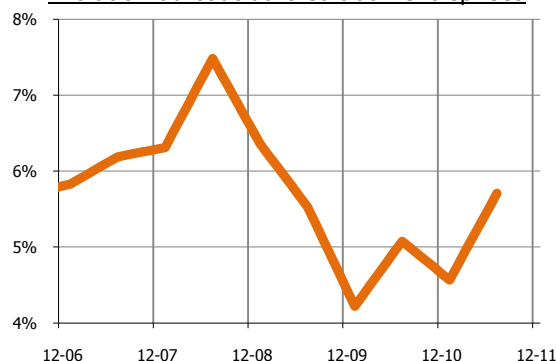


Des taux des crédits aux entreprises en hausse

La dernière enquête sur le coût du crédit aux entreprises à La Réunion fait apparaître un taux moyen en hausse à la fin du premier semestre 2011. Le taux moyen global pondéré du crédit aux entreprises s'établit ainsi à 5,71 % sur le mois de juillet 2011 contre 4,57 % en janvier 2011, soit une hausse de + 114 points de base en six mois (et + 63 points de base par rapport à juillet 2010).

L'enquête de juillet présente traditionnellement des taux plus élevés que celle réalisée au mois de janvier. Néanmoins, les taux consentis par les principales banques de la place aux entreprises s'inscrivent dans une tendance haussière depuis le début de l'année 2010. La hausse observée des conditions débitrices pratiquées par les principales banques réunionnaises sur les six derniers mois concernent à la fois les financements à court terme, en augmentation de + 167 points de base par rapport à janvier 2011 (+ 87 points par rapport à juillet 2010) et les financements à moyen et long terme, en croissance de + 58 points de base sur six mois (+ 36 points sur douze mois).

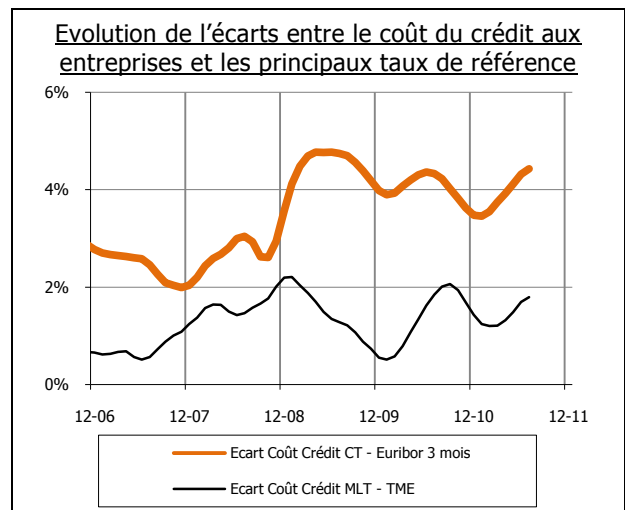
Évolution du coût du crédit aux entreprises



L'écart entre les taux de marché et le coût du crédit aux entreprises s'inscrit également en hausse depuis le début de l'année pour s'établir à 452 points de base en juillet 2011 pour les crédits à court terme, et à 179 points de base pour les crédits à moyen et long terme.

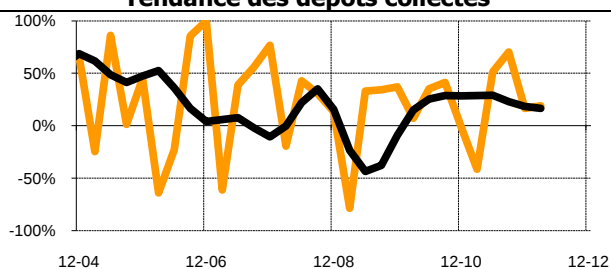
Néanmoins, il convient de rappeler que les taux de refinancement interbancaire ne correspondent pas directement au coût de la ressource pour les banques réunionnaises. Les taux des marchés interbancaires sont en effet calculés sur la base des échanges entre les très grandes banques européennes, et sont donc par nature largement inférieurs à ceux servis par les établissements réunionnais. Par ailleurs, la récente hausse de la sinistralité et du risque de crédit a probablement incité les banques à accroître leurs marges.

Signalons enfin que l'écart entre les taux de marché et le coût du crédit aux entreprises, à court terme comme à moyen et long terme, dépend fortement du montant des concours consentis, l'écart étant nettement plus important pour les crédits de faibles montants.



2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit

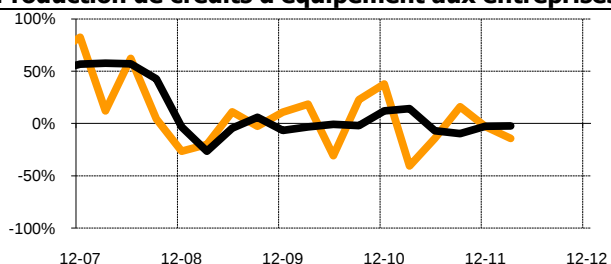
Tendance des dépôts collectés



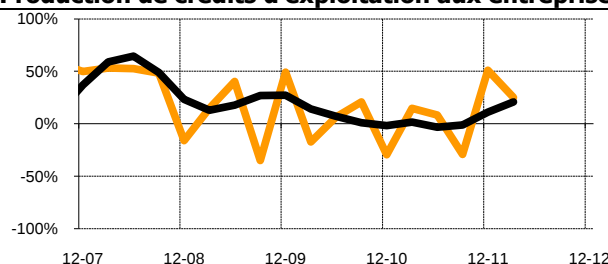
Soldes d'opinions (bruts) des dirigeants Réalizations du quatrième trimestre 2011 Prévisions pour le premier trimestre 2012

Etablissements interrogés : Bfcoi, Bnp Paribas Réunion, Br, Bred-Bp Réunion, Crcamr, Cepac Réunion, Crédit Sofider Oi, Sorefi-Réunibail, Oceor Lease Réunion, Cmoi, Crcmmom, Cfb, Fortis Oi, Natixis Factor, Cga et Banque Postale.

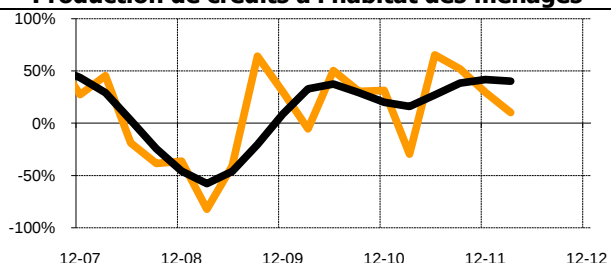
Production de crédits d'équipement aux entreprises



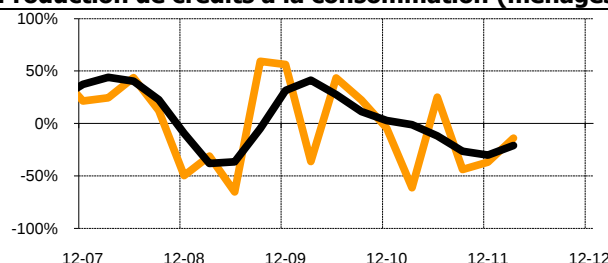
Production de crédits d'exploitation aux entreprises



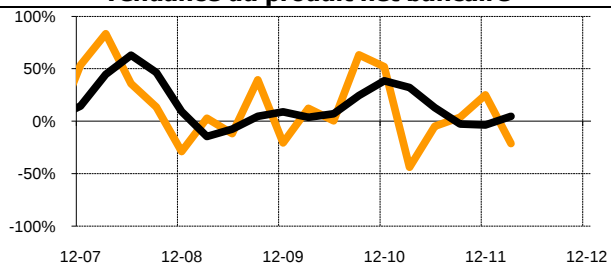
Production de crédits à l'habitat des ménages



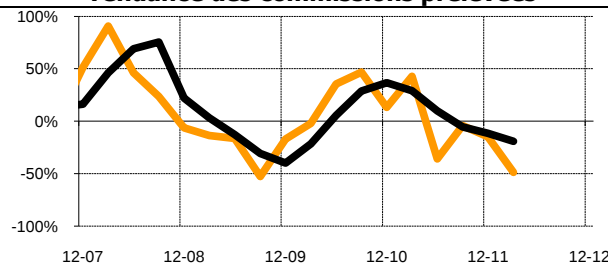
Production de crédits à la consommation (ménages)



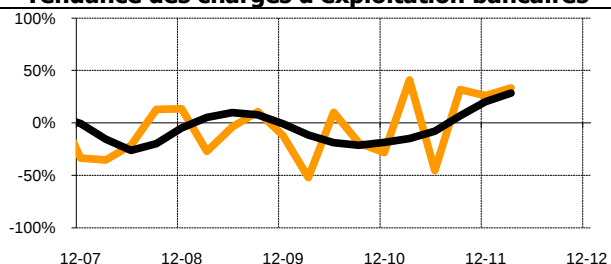
Tendance du produit net bancaire



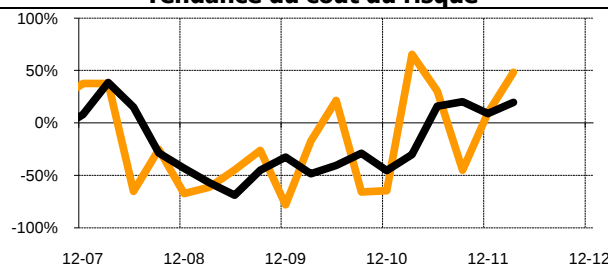
Tendance des commissions prélevées



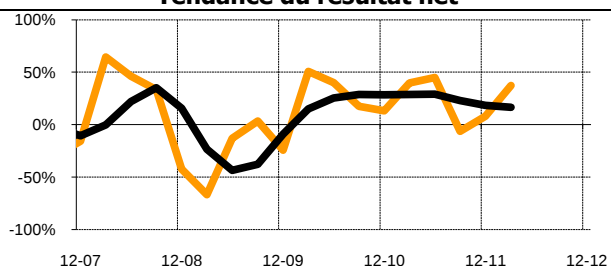
Tendance des charges d'exploitation bancaires



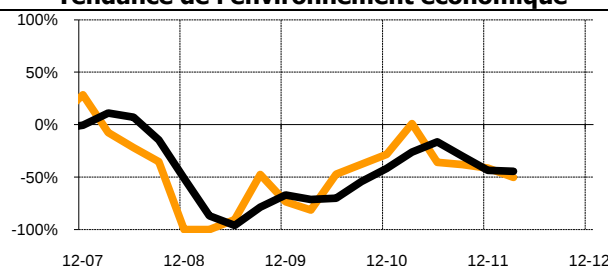
Tendance du coût du risque



Tendance du résultat net



Tendance de l'environnement économique



courbe orange (grise) : solde net des opinions mesuré

courbe noire : tendance désaisonnalisée (méthode additive)

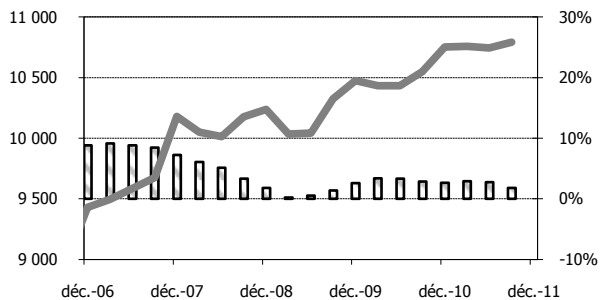
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

	Montants en millions d'euros									Variations	
	sept-09	déc-09	mars-10	juin-10	sept-10	déc-10	mars-11	juin-11	sept-11	1 an	1 trim
Sociétés non financières	2 354,768	2 446,988	2 347,013	2 259,148	2 205,433	2 395,682	2 199,104	2 136,084	2 290,591	3,9%	7,2%
Dépôts à vue	1 190,875	1 301,803	1 207,426	1 209,431	1 187,328	1 316,550	1 257,372	1 186,962	1 251,521	5,4%	5,4%
Placements liquides ou à court terme	966,548	933,112	923,898	843,215	797,435	862,131	830,773	834,393	921,350	15,5%	10,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	1,337	0,616	0,580	0,635	0,384	0,409	0,244	0,212	0,305	-20,8%	43,5%
Placements indexés sur les taux de marché	965,211	932,496	923,318	842,580	797,051	861,722	830,528	834,180	921,045	15,6%	10,4%
dont comptes à terme	384,390	382,634	372,877	326,416	340,266	358,296	353,153	367,400	390,205	14,7%	6,2%
dont OPCVM monétaires	265,483	221,691	227,950	228,233	217,374	240,858	186,777	196,312	191,134	-12,1%	-2,6%
dont certificats de dépôt	314,188	327,082	321,622	286,894	238,851	262,149	290,340	270,210	339,423	42,1%	25,6%
Epargne à long terme	197,345	212,073	215,689	206,502	220,671	217,000	110,959	114,728	117,720	-46,7%	2,6%
dont OPCVM non monétaires	32,271	31,887	32,570	33,608	36,568	35,705	30,633	29,572	31,686	-13,4%	7,1%
Ménages	7 212,933	7 297,069	7 342,041	7 419,145	7 546,225	7 656,789	7 719,452	7 807,670	7 842,941	3,9%	0,5%
Dépôts à vue	1 671,961	1 711,613	1 687,226	1 757,260	1 795,822	1 843,544	1 817,535	1 839,868	1 895,975	5,6%	3,0%
Placements liquides ou à court terme	2 456,349	2 440,943	2 455,273	2 454,042	2 455,295	2 472,787	2 521,680	2 538,311	2 566,613	4,5%	1,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	2 151,802	2 167,298	2 188,984	2 198,284	2 209,167	2 238,172	2 291,148	2 309,998	2 331,310	5,5%	0,9%
dont livrets ordinaires	801,421	810,765	826,137	825,605	820,359	829,066	853,759	866,498	868,914	5,9%	0,3%
dont livrets A et bleus	704,353	712,562	723,479	734,711	753,230	775,768	806,035	815,695	837,537	11,2%	2,7%
dont livrets jeunes	39,087	40,029	38,956	38,998	39,096	40,229	38,902	38,699	38,157	-2,4%	-1,4%
dont livrets d'épargne populaire	122,469	119,914	114,484	114,229	114,337	110,858	106,853	104,551	104,525	-8,6%	0,0%
dont livrets de développement durable	256,579	258,283	259,812	260,055	258,890	259,571	262,444	262,331	261,947	1,2%	-0,1%
dont comptes d'épargne logement	227,893	225,745	226,116	224,686	223,254	222,680	223,155	222,222	220,231	-1,4%	-0,9%
Placements indexés sur les taux de marché	304,547	273,645	266,289	255,758	246,128	234,615	230,532	228,313	235,303	-4,4%	3,1%
dont comptes créditeurs à terme	223,201	194,730	189,603	185,571	182,895	175,374	173,514	174,298	186,863	2,2%	7,2%
dont bons de caisse	13,347	12,899	12,839	12,272	12,500	12,310	12,374	12,359	12,361	-1,1%	0,0%
dont OPCVM monétaires	67,999	66,016	63,847	57,915	50,733	46,930	44,645	41,657	36,079	-28,9%	-13,4%
Epargne à long terme	3 084,623	3 144,513	3 199,542	3 207,843	3 295,109	3 340,458	3 380,237	3 429,491	3 380,352	2,6%	-1,4%
dont plans d'épargne logement	740,191	754,947	756,866	754,849	753,622	766,209	763,280	757,104	748,571	-0,7%	-1,1%
dont plans d'épargne populaire	68,037	68,102	65,217	63,052	60,927	60,851	59,026	57,862	56,648	-7,0%	-2,1%
dont autres comptes d'épargne	8,416	8,371	8,241	8,953	8,442	7,744	7,948	7,925	7,834	-7,2%	-1,1%
dont actions	146,172	142,773	143,121	122,124	141,114	144,832	149,702	163,970	128,931	-8,6%	-21,4%
dont obligations	173,541	184,776	178,409	183,205	200,878	195,461	193,273	197,639	197,356	-1,8%	-0,1%
dont OPCVM non monétaires	151,182	148,100	149,179	133,613	134,698	132,884	128,073	147,375	137,497	2,1%	-6,7%
dont contrats d'assurance-vie	1 797,084	1 837,444	1 898,509	1 942,047	1 995,428	2 032,477	2 078,936	2 097,615	2 103,514	5,4%	0,3%
Autres agents	772,399	746,387	760,029	759,805	803,987	699,227	838,049	799,648	657,048	-18,3%	-17,8%
Dépôts à vue	313,970	301,794	284,934	299,975	305,163	313,144	336,014	356,168	279,537	-8,4%	-21,5%
Placements liquides ou à court terme	236,374	226,814	241,345	237,548	255,924	252,750	261,375	202,867	177,937	-30,5%	-12,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	52,554	58,964	59,584	63,369	68,894	67,370	70,318	72,038	73,500	6,7%	2,0%
Placements indexés sur les taux de marché	183,820	167,850	181,761	174,179	187,030	185,380	191,057	130,828	104,438	-44,2%	-20,2%
dont comptes à terme	39,492	39,711	40,762	38,516	40,255	46,833	50,277	47,516	46,647	15,9%	-1,8%
Epargne à long terme	222,055	217,779	233,750	222,281	242,900	133,333	240,659	240,614	199,573	-17,8%	-17,1%
Total actifs financiers	10 340,100	10 490,444	10 449,083	10 438,098	10 555,646	10 751,698	10 756,605	10 743,402	10 790,579	2,2%	0,4%
Dépôts à vue	3 176,806	3 315,210	3 179,586	3 266,666	3 288,313	3 473,239	3 410,921	3 382,998	3 427,034	4,2%	1,3%
Placements liquides ou à court terme	3 659,271	3 600,869	3 620,516	3 534,805	3 508,654	3 587,668	3 613,828	3 575,570	3 665,900	4,5%	2,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	2 205,693	2 226,878	2 249,148	2 262,288	2 278,445	2 305,952	2 361,711	2 382,248	2 405,114	5,6%	1,0%
dont livrets ordinaires	831,526	846,584	862,305	875,401	869,536	881,887	908,576	922,095	925,263	6,4%	0,3%
dont livrets A et bleus	713,009	720,970	731,915	744,443	765,812	790,025	821,144	831,529	854,064	11,5%	2,7%
dont livrets jeunes	39,087	40,029	38,956	39,010	39,106	40,251	38,918	38,723	38,179	-2,4%	-1,4%
dont livrets d'épargne populaire	122,469	119,914	114,484	114,239	114,353	110,875	106,870	104,576	104,567	-8,6%	0,0%
dont livrets de développement durable	256,579	258,283	259,812	260,133	258,995	259,781	262,671	262,607	262,232	1,3%	-0,1%
dont comptes d'épargne logement	227,893	225,745	226,116	224,918	223,510	223,049	223,524	222,700	220,778	-1,2%	-0,9%
Placements indexés sur les taux de marché	1 453,578	1 373,991	1 371,368	1 272,517	1 230,209	1 281,717	1 252,118	1 193,322	1 260,786	2,5%	5,7%
dont comptes créditeurs à terme	647,083	617,075	603,242	550,503	563,416	580,503	576,944	589,214	623,715	10,7%	5,9%
dont bons de caisse	14,498	14,188	13,749	13,488	18,239	17,879	17,782	17,767	17,794	-2,4%	0,2%
dont certificats de dépôt	314,188	327,082	321,622	286,894	238,851	262,149	290,340	270,210	339,423	42,1%	25,6%
dont OPCVM monétaires	477,809	415,646	432,755	421,632	409,703	421,185	367,052	316,131	279,854	-31,7%	-11,5%
Epargne à long terme	3 504,023	3 574,365	3 648,981	3 636,627	3 758,679	3 690,791	3 731,856	3 784,833	3 697,646	-1,6%	-2,3%
dont plans d'épargne logement	740,191	754,947	756,866	755,967	754,949	767,809	764,954	759,105	750,784	-0,6%	-1,1%
dont plans d'épargne populaire	68,037	68,102	65,217	63,291	61,166	61,117	59,295	58,133	56,919	-6,9%	-2,1%
dont autres comptes d'épargne	8,416	8,371	8,241	9,903	8,442	7,744	7,948	7,925	7,834	-7,2%	-1,1%
dont actions	163,974	161,687	162,938	139,127	159,319	163,619	168,120	185,764	144,088	-9,6%	-22,4%
dont obligations	360,311	386,502	380,940	372,648	401,043	393,154	393,226	394,990	347,321	-13,4%	-12,1%
dont OPCVM non monétaires	366,010	357,312	376,270	353,090	377,786	264,309	259,088	280,889	284,540	-24,7%	1,3%
dont contrats d'assurance-vie	1 797,084	1 837,444	1 898,509	1 942,600	1 995,975	2 033,039	2 079,225	2 098,027	2 106,159	5,5%	0,4%

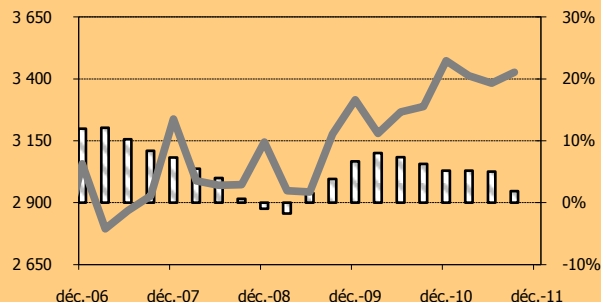
L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques

*Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite*

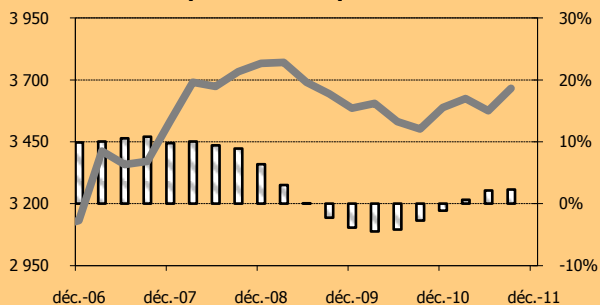
Ensemble des actifs financiers



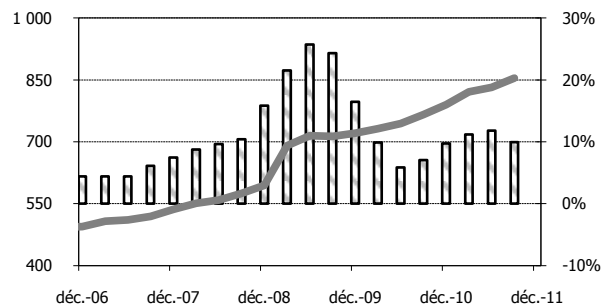
Dépôts à vue



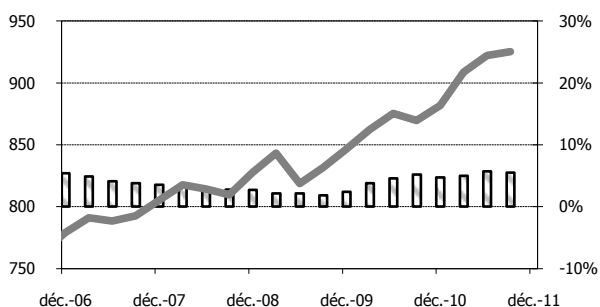
Ensemble des placements liquides ou à court terme



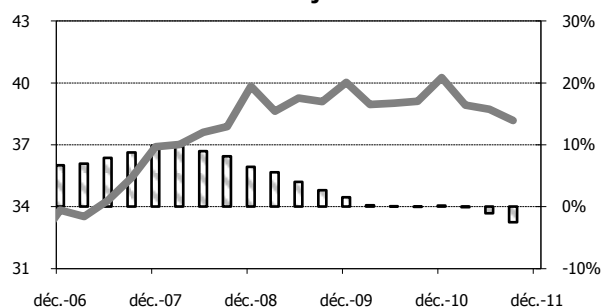
Livrets 'A'



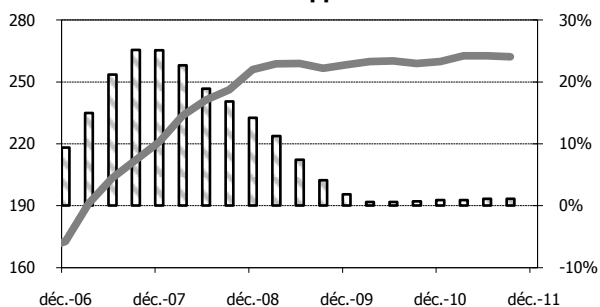
Livrets ordinaires



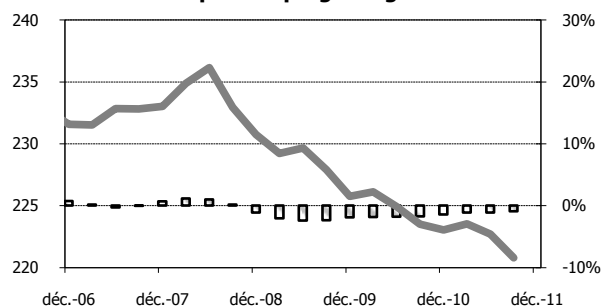
Livrets jeunes



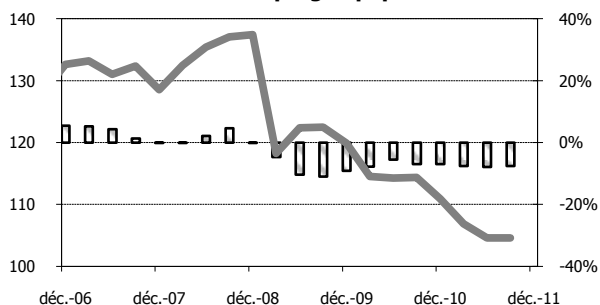
Livrets de développement durable



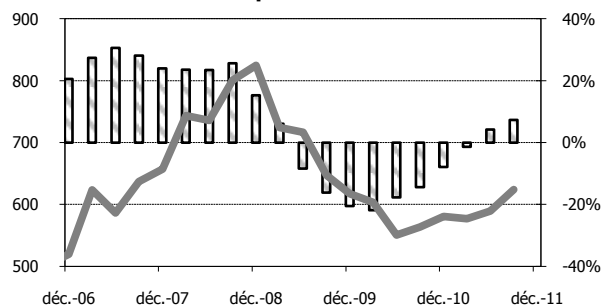
Comptes d'épargne logement



Livrets d'épargne populaire

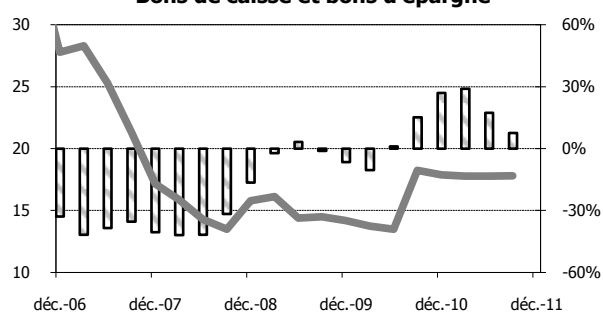


Dépôts à terme

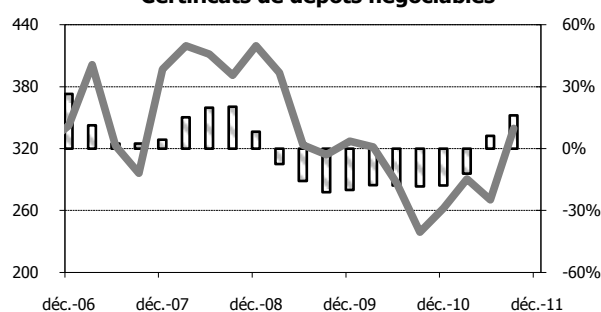


*Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite*

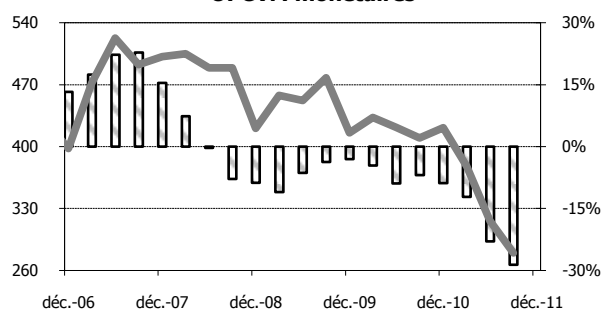
Bons de caisse et bons d'épargne



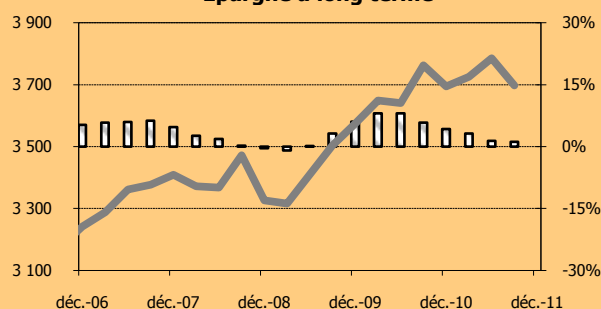
Certificats de dépôts négociables



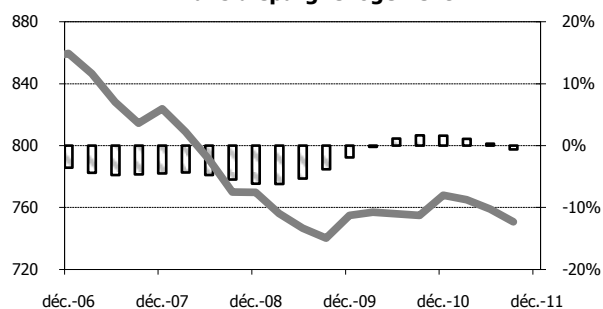
OPCVM monétaires



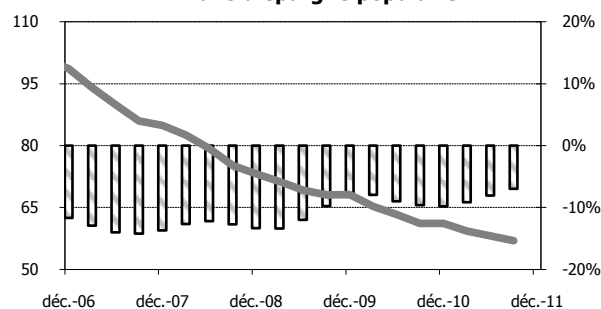
Epargne à long terme



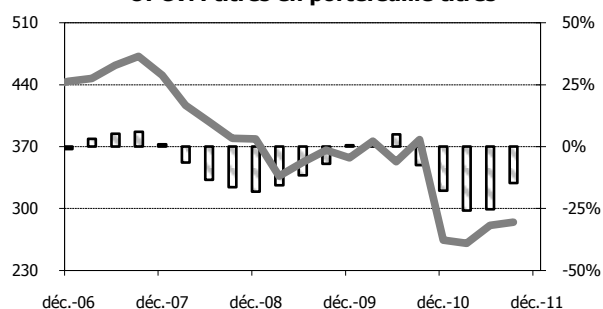
Plans d'épargne logement



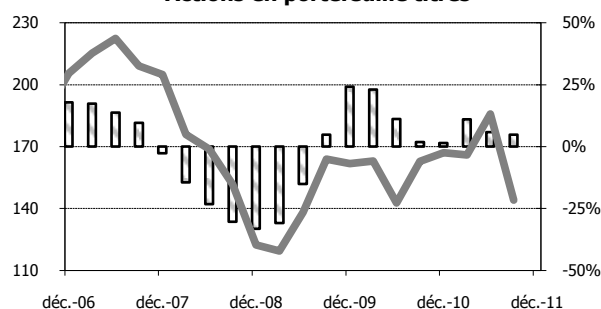
Plans d'épargne populaire



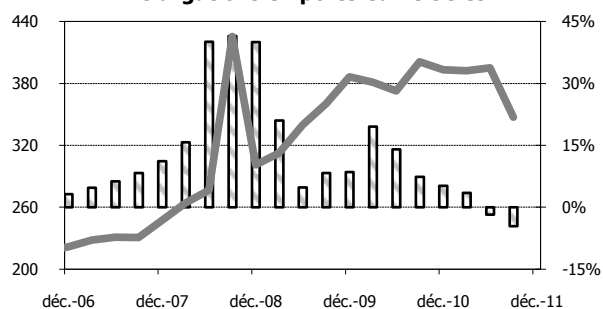
OPCVM titres en portefeuille titres



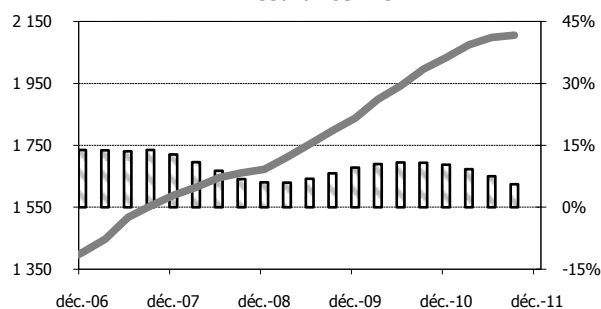
Actions en portefeuille titres



Obligations en portefeuille titres

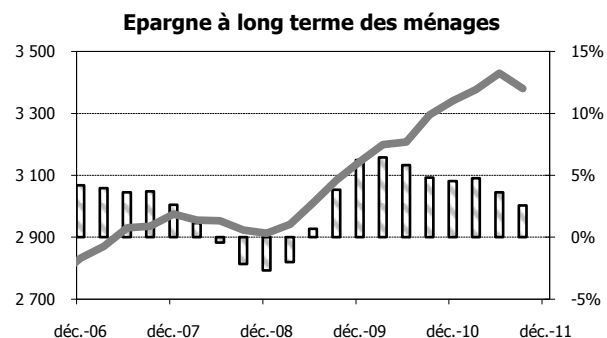
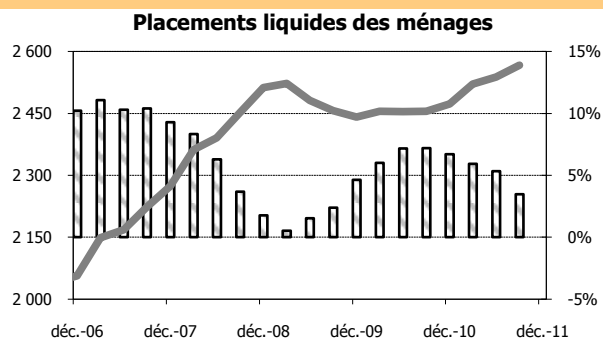
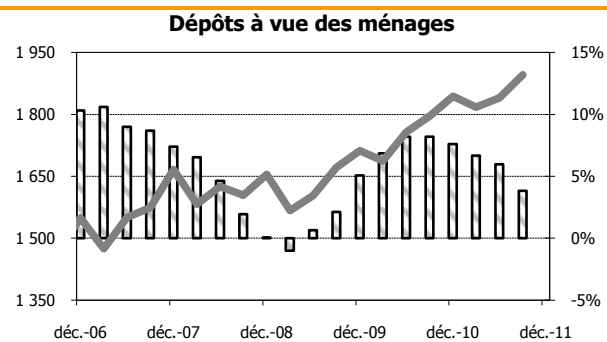
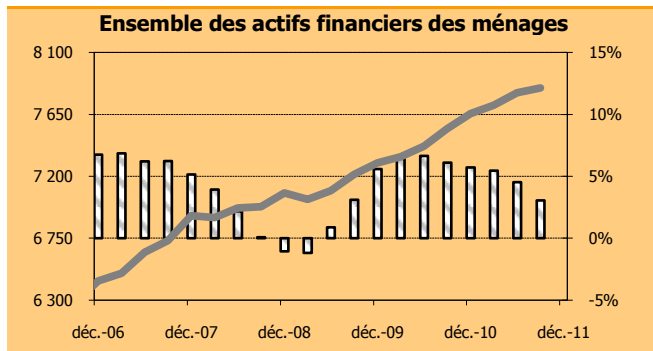


Assurance-vie



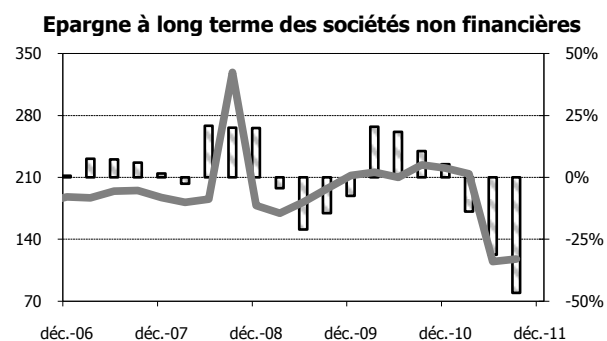
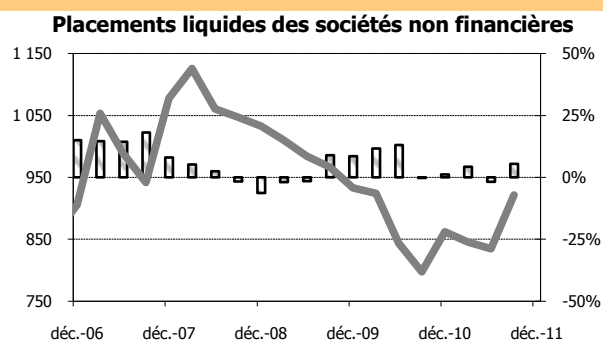
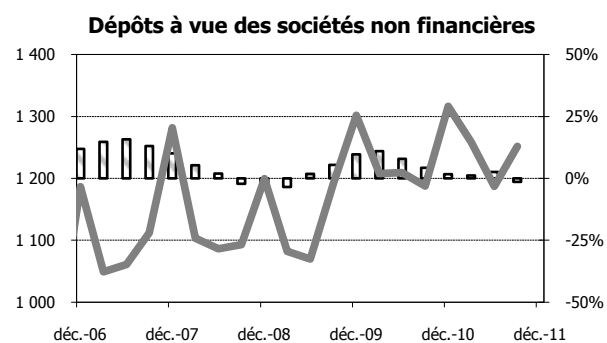
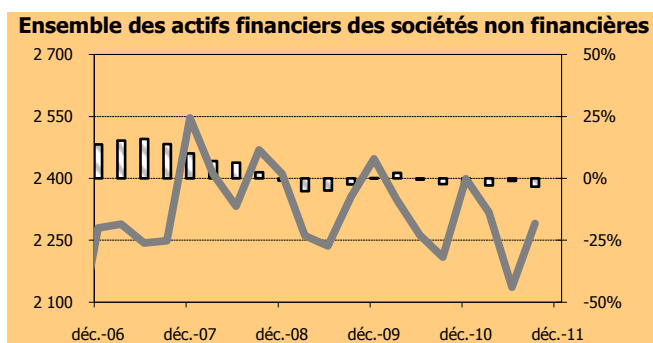
Les placements des ménages

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



Les disponibilités des sociétés non financières

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



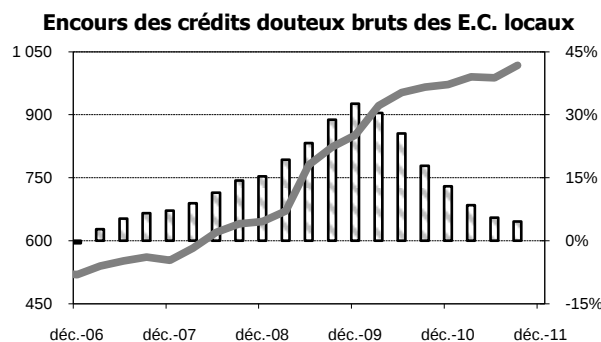
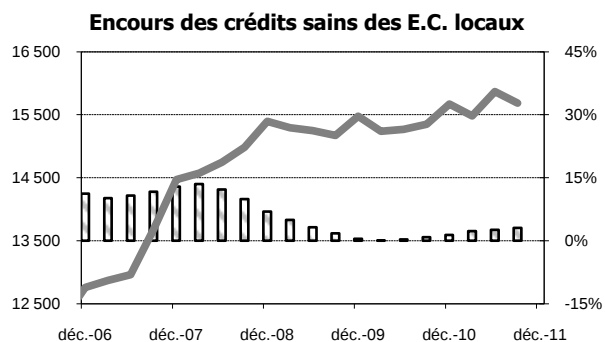
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

	Montants en millions d'euros									Variations	
	sept-09	déc-09	mars-10	juin-10	sept-10	déc-10	mars-11	juin-11	sept-11	1 an	1 trim
Entreprises											
Crédits d'exploitation	1 109,467	1 152,095	1 077,590	1 164,401	1 139,691	1 045,360	966,498	1 128,150	1 061,748	-6,8%	-5,9%
Créances commerciales	107,145	124,115	99,770	89,144	85,060	103,611	77,020	106,633	98,526	15,8%	-7,6%
Crédits de trésorerie	600,645	608,984	557,255	607,026	644,654	571,109	513,015	612,066	615,895	-4,5%	0,6%
(dt) Entrepreneurs individuels	106,484	113,714	107,277	123,028	111,814	111,463	110,552	123,740	123,355	10,3%	-0,3%
Comptes ordinaires débiteurs	251,035	233,139	261,544	321,928	264,857	212,907	244,282	274,316	219,104	-17,3%	-20,1%
Affacturage	150,642	185,857	159,021	146,304	145,120	157,732	132,182	135,136	128,223	-11,6%	-5,1%
Crédits d'investissement	2 881,925	2 894,714	2 882,753	2 819,156	2 869,344	2 822,616	2 799,161	2 877,307	2 880,367	0,4%	0,1%
Crédits à l'équipement	2 597,974	2 614,285	2 609,691	2 525,413	2 565,270	2 561,311	2 550,509	2 633,156	2 637,763	2,8%	0,2%
(dt) Entrepreneurs individuels	195,031	187,188	180,457	198,461	198,614	215,228	182,234	254,096	258,799	30,3%	1,9%
Crédit-bail	283,951	280,429	273,062	293,743	304,073	261,305	248,652	244,151	242,605	-20,2%	-0,6%
Crédits à l'habitat	2 741,797	2 775,852	2 793,076	2 722,575	2 723,187	2 862,778	2 893,468	2 845,940	2 834,874	4,1%	-0,4%
Autres crédits	77,044	76,663	76,548	55,706	44,761	55,507	52,862	32,650	29,717	-33,6%	-9,0%
Encours sain	6 810,233	6 899,324	6 829,967	6 761,838	6 776,982	6 786,260	6 711,989	6 884,047	6 806,706	0,4%	-1,1%
Ménages											
Crédits à la consommation	1 676,832	1 698,754	1 650,749	1 643,013	1 622,662	1 633,043	1 625,854	1 622,171	1 605,994	-1,0%	-1,0%
Crédits de trésorerie	1 558,279	1 582,618	1 540,336	1 525,408	1 513,150	1 524,538	1 509,319	1 506,804	1 495,818	-1,1%	-0,7%
Comptes ordinaires débiteurs	39,976	40,918	37,429	46,481	38,842	43,228	49,090	51,579	49,131	26,5%	-4,7%
Crédit-bail	78,577	75,218	72,984	71,124	70,670	65,277	67,446	63,788	61,045	-13,6%	-4,3%
Crédits à l'habitat	4 509,142	4 613,365	4 624,866	4 726,445	4 792,178	4 907,606	4 940,899	4 934,731	5 002,113	4,4%	1,4%
Autres crédits	2,038	1,957	2,073	7,262	5,803	6,812	11,363	1,280	1,039	-82,1%	-18,8%
Encours sain	6 188,012	6 314,076	6 277,688	6 376,721	6 420,644	6 547,462	6 578,117	6 558,181	6 609,146	2,9%	0,8%
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	22,322	25,456	21,485	11,215	19,907	17,050	51,154	165,762	31,072	56,1%	-81,3%
Crédits de trésorerie	20,379	25,240	21,165	11,025	19,779	16,626	49,317	28,861	7,696	-61,1%	-73,3%
Comptes ordinaires débiteurs	1,943	0,216	0,320	0,191	0,128	0,424	1,837	136,902	23,376	n.s	n.s
Crédits d'investissement	1 669,069	1 737,790	1 606,754	1 649,025	1 607,849	1 817,512	1 673,250	1 754,865	1 759,985	9,5%	0,3%
Crédits à l'équipement	1 668,805	1 737,031	1 606,031	1 649,007	1 606,346	1 816,093	1 673,248	1 753,589	1 759,984	9,6%	0,4%
Autres crédits	6,076	7,384	6,935	6,724	5,072	5,241	5,239	0,447	0,817	-83,9%	82,9%
Encours sain	1 698,967	1 772,130	1 636,609	1 668,399	1 634,263	1 841,238	1 731,009	1 922,440	1 793,240	9,7%	-6,7%
Autres agents											
Encours sain	472,953	493,053	493,987	459,055	516,872	495,708	460,356	502,999	477,606	-7,6%	-5,0%
TOTAL											
Encours sain	15 170,165	15 478,583	15 238,251	15 266,013	15 348,762	15 670,668	15 481,471	15 867,668	15 686,698	2,2%	-1,1%
Créances douteuses brutes	823,435	851,418	921,803	952,770	965,737	972,233	990,130	988,198	1 017,939	5,4%	3,0%
Créances douteuses nettes	328,473	326,712	353,579	383,630	368,476	357,930	367,113	357,892	372,663	1,1%	4,1%
(dt) Entreprises	200,020	209,604	224,744	261,276	257,221	248,543	263,931	255,080	266,090	3,4%	4,3%
(dt) Ménages	113,265	114,589	120,183	117,846	107,894	105,313	99,538	98,309	102,047	-5,4%	3,8%
Provisions	494,962	524,706	568,224	569,140	597,261	614,303	623,017	630,306	645,275	8,0%	2,4%
Encours brut total	15 993,600	16 330,001	16 160,054	16 218,782	16 314,500	16 642,902	16 471,602	16 855,866	16 704,637	2,4%	-0,9%
Taux de créances douteuses	5,1%	5,2%	5,7%	5,9%	5,9%	5,8%	6,0%	5,9%	6,1%	0,2 pt	0,2 pt
Taux de provisionnement	60,1%	61,6%	61,6%	59,7%	61,8%	63,2%	62,9%	63,8%	63,4%	1,5 pt	-0,4 pt

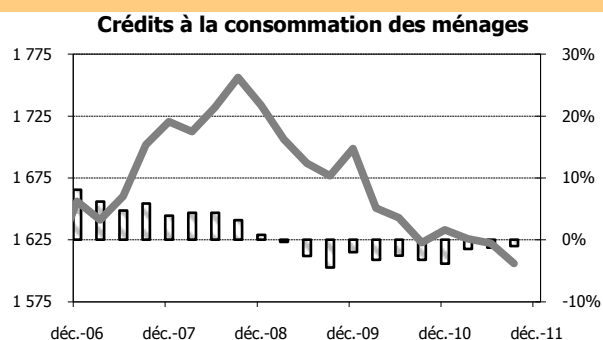
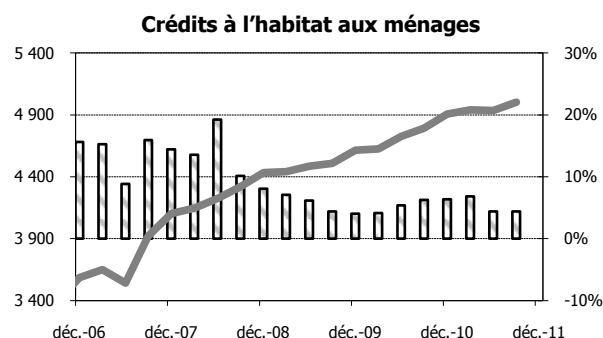
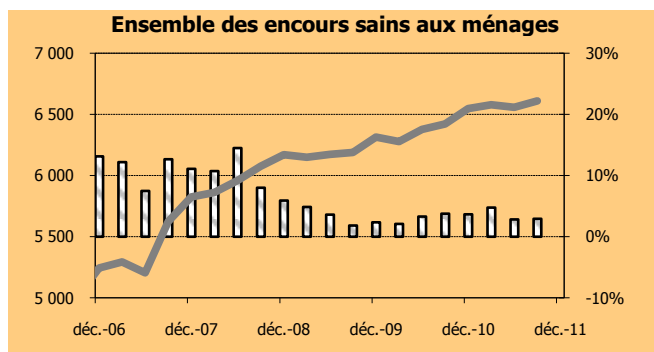
L'évolution de l'endettement des agents économiques

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



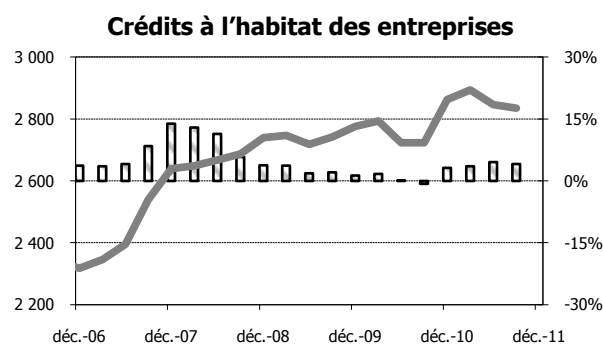
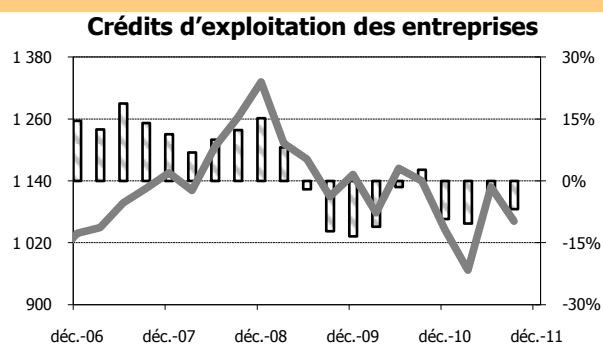
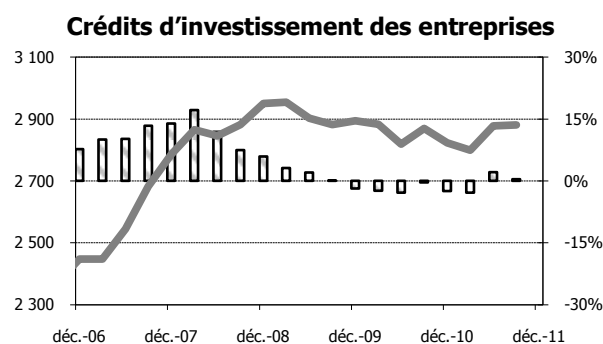
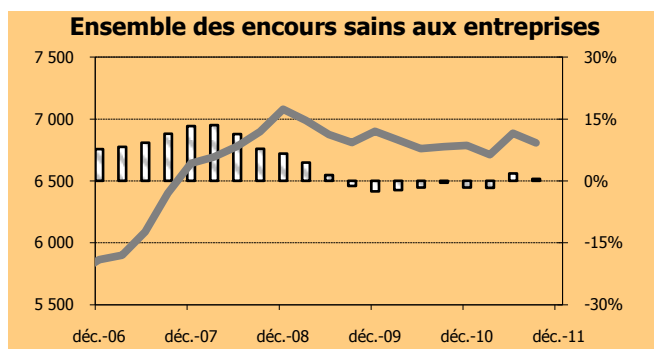
L'endettement des ménages

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



L'endettement des entreprises

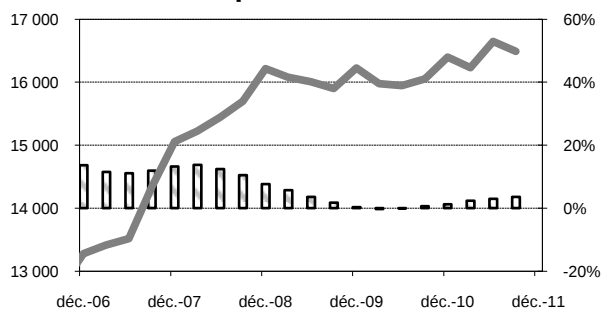
Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



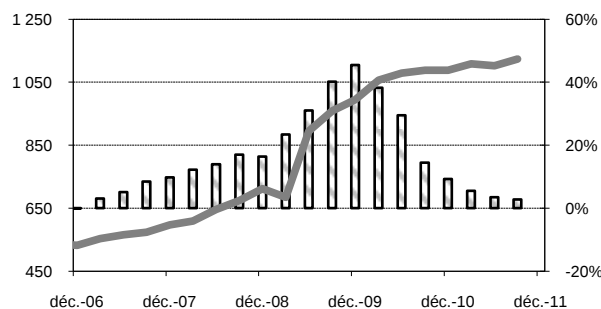
4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions d'euros									Variations	
	sept-09	déc-09	mars-10	juin-10	sept-10	déc-10	mars-11	juin-11	sept-11	1 an	1 trim
Entreprises											
Crédits d'exploitation	1 158,708	1 195,496	1 108,417	1 213,402	1 195,781	1 095,167	1 002,006	1 168,962	1 107,969	-7,3%	-5,2%
Créances commerciales	108,944	125,906	101,870	91,612	93,342	115,046	85,574	115,589	106,510	14,1%	-7,9%
Crédits de trésorerie	630,309	629,964	568,559	635,204	671,952	589,479	526,270	625,953	634,160	-5,6%	1,3%
(dt) Entrepreneurs individuels	107,405	114,554	108,176	123,835	112,238	112,025	110,748	124,170	123,682	10,2%	-0,4%
Comptes ordinaires débiteurs	258,915	243,000	270,315	332,098	277,627	222,620	251,343	284,027	230,552	-17,0%	-18,8%
Affacturage	160,540	196,626	167,673	154,489	152,860	168,021	138,820	143,394	136,747	-10,5%	-4,6%
Crédits d'investissement	3 305,957	3 331,279	3 333,141	3 271,060	3 331,949	3 322,485	3 341,066	3 447,540	3 473,620	4,3%	0,8%
Crédits à l'équipement	2 846,367	2 876,697	2 880,378	2 801,433	2 857,400	2 864,465	2 890,975	2 984,934	2 998,721	4,9%	0,5%
(dt) Entrepreneurs individuels	235,965	229,858	223,772	243,733	246,829	265,026	235,284	308,636	311,716	26,3%	1,0%
Crédit-bail	459,590	454,582	452,763	469,627	474,548	458,020	450,091	462,606	474,900	0,1%	2,7%
Crédits à l'habitat	2 772,714	2 806,243	2 822,997	2 752,256	2 752,220	2 891,173	2 921,385	2 873,368	2 855,368	3,7%	-0,6%
Autres crédits	77,044	76,663	76,548	55,706	44,761	55,507	52,862	32,650	29,717	-33,6%	-9,0%
Encours sain	7 314,423	7 409,681	7 341,103	7 292,424	7 324,710	7 364,331	7 317,319	7 522,520	7 466,674	1,9%	-0,7%
Ménages											
Crédits à la consommation	1 677,041	1 698,938	1 650,901	1 650,865	1 632,473	1 633,222	1 626,025	1 622,292	1 606,123	-1,6%	-1,0%
Crédits de trésorerie	1 558,279	1 582,618	1 540,336	1 533,087	1 522,630	1 524,538	1 509,319	1 506,804	1 495,818	-1,8%	-0,7%
Comptes ordinaires débiteurs	40,185	41,102	37,581	46,654	39,172	43,407	49,261	51,700	49,260	25,8%	-4,7%
Crédit-bail	78,577	75,218	72,984	71,124	70,670	65,277	67,446	63,788	61,045	-13,6%	-4,3%
Crédits à l'habitat	4 581,067	4 683,733	4 696,181	4 732,354	4 797,379	4 911,745	4 945,041	4 938,691	5 006,325	4,4%	1,4%
Autres crédits	2,141	2,040	2,135	7,304	5,808	6,874	11,363	1,280	1,039	-82,1%	-18,8%
Encours sain	6 260,249	6 384,711	6 349,217	6 390,524	6 435,659	6 551,842	6 582,430	6 562,262	6 613,487	2,8%	0,8%
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	23,322	25,456	21,485	11,215	23,407	17,050	51,154	165,762	31,072	n.s	n.s
Crédits de trésorerie	21,379	25,240	21,165	11,025	23,279	16,626	49,317	28,861	7,696	-66,9%	-73,3%
Comptes ordinaires débiteurs	1,943	0,216	0,320	0,191	0,128	0,424	1,837	136,902	23,376	n.s	n.s
Crédits d'investissement	1 765,517	1 848,027	1 705,999	1 739,124	1 696,572	1 910,160	1 766,173	1 846,250	1 855,044	9,3%	0,5%
Crédits à l'équipement	1 765,253	1 847,268	1 705,276	1 739,106	1 695,069	1 908,741	1 766,171	1 844,974	1 855,043	9,4%	0,5%
Crédits à l'habitat	1,500	1,500	1,435	1,435	1,435	1,435	1,366	1,366	1,366	-4,8%	
Autres crédits	6,076	7,384	6,935	6,724	5,072	5,241	5,239	0,447	0,817	-83,9%	82,9%
Encours sain	1 796,415	1 882,367	1 735,854	1 758,498	1 726,486	1 933,886	1 823,932	2 013,825	1 888,299	9,4%	-6,2%
Autres agents											
Encours sain	528,230	549,662	549,284	506,439	564,158	549,854	506,234	548,866	522,832	-7,3%	-4,7%
TOTAL											
Encours sain	15 899,317	16 226,421	15 975,458	15 947,885	16 051,014	16 399,914	16 229,916	16 647,474	16 491,292	2,7%	-0,9%
Créances douteuses brutes	959,394	994,957	1 056,184	1 078,823	1 087,563	1 087,755	1 108,788	1 102,196	1 123,520	3,3%	1,9%
Créances douteuses nettes	464,432	470,251	487,960	509,683	490,301	473,452	485,771	471,890	478,245	-2,5%	1,3%
(dt) Entreprises	236,441	252,141	261,998	285,813	287,938	273,895	293,384	283,374	371,373	29,0%	31,1%
(dt) Ménages	114,347	115,734	121,491	119,966	108,215	105,544	99,833	98,576	102,235	-5,5%	3,7%
Provisions	494,962	524,706	568,224	569,140	597,261	614,303	623,017	630,306	645,275	8,0%	2,4%
Encours brut total	16 858,711	17 221,378	17 031,642	17 026,708	17 138,576	17 487,668	17 338,705	17 749,670	17 614,812	2,8%	-0,8%
Taux de créances douteuses	5,7%	5,8%	6,2%	6,3%	6,3%	6,2%	6,4%	6,2%	6,4%	0,0 pt	0,2 pt
Taux de provisionnement	51,6%	52,7%	53,8%	52,8%	54,9%	56,5%	56,2%	57,2%	57,4%	2,5 pt	0,2 pt

Encours des crédits sains distribués par l'ensemble des E.C.



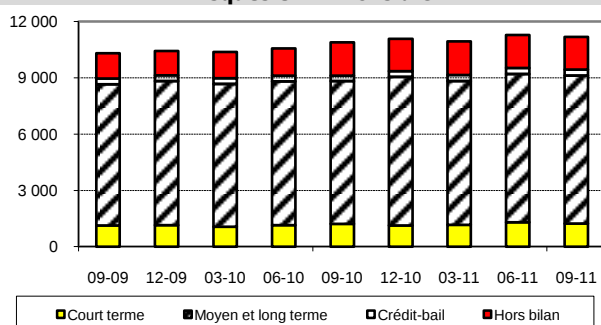
Encours des crédits douteux bruts de l'ensemble des E.C.



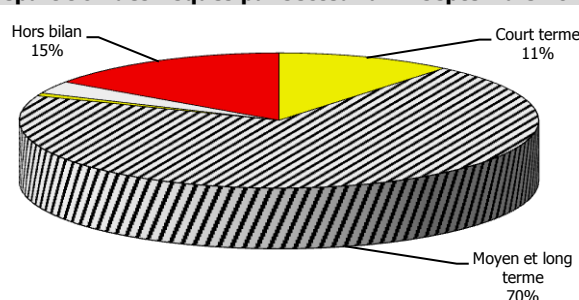
5. Risques sectoriels

Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France

Risques en millions d'€

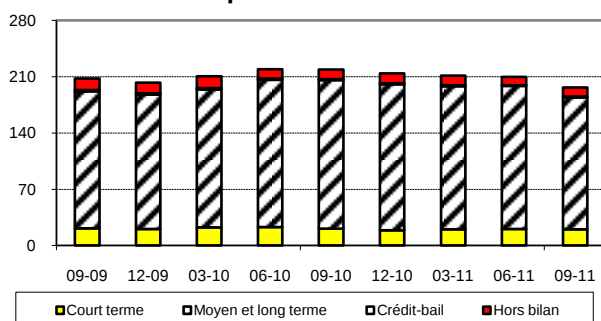


Répartition des risques par secteur à fin septembre 2011

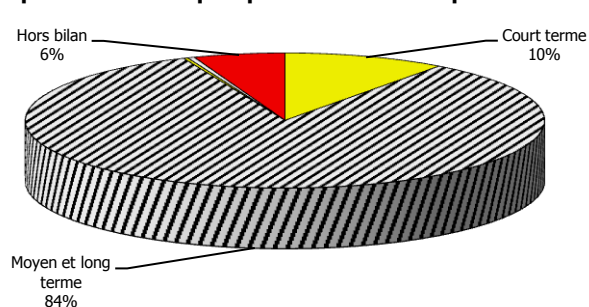


Risques bancaires sur le secteur agricole

Risques en millions d'€

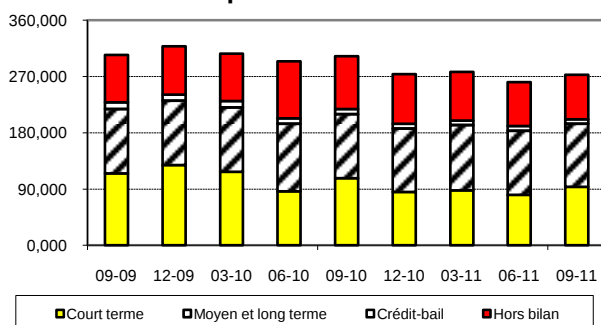


Répartition des risques par secteur à fin septembre 2011

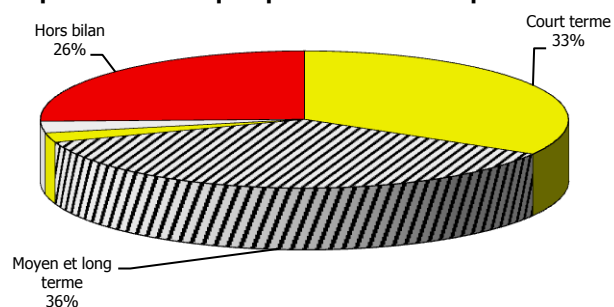


Risques bancaires sur le secteur de l'industrie manufacturière

Risques en millions d'€

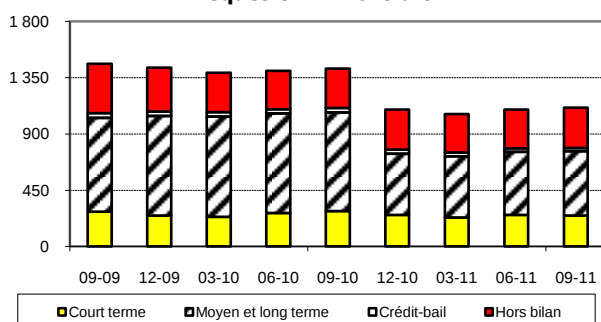


Répartition des risques par secteur à fin septembre 2011

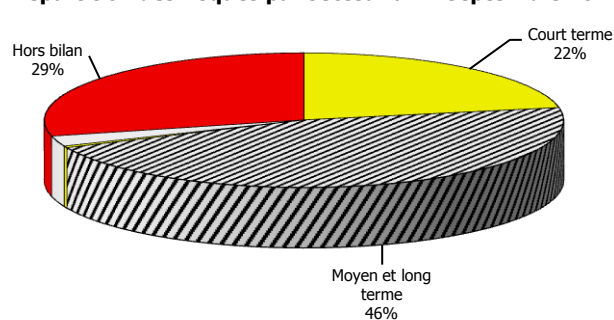


Risques bancaires sur le secteur de la construction

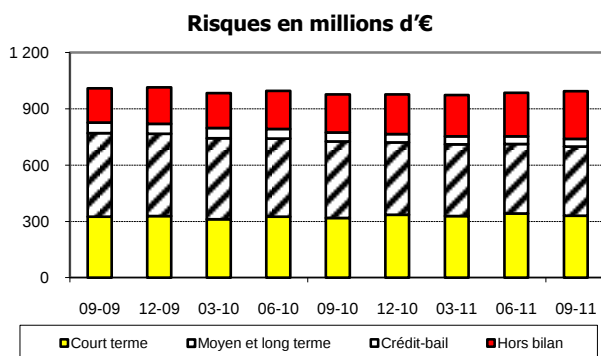
Risques en millions d'€



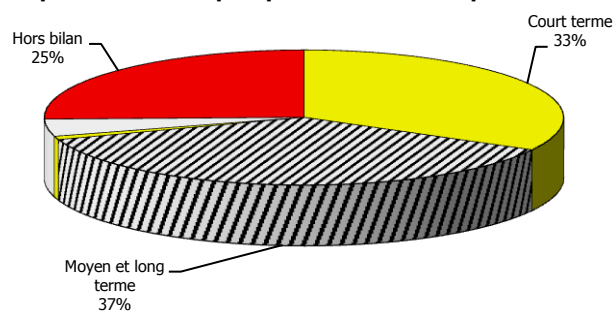
Répartition des risques par secteur à fin septembre 2011



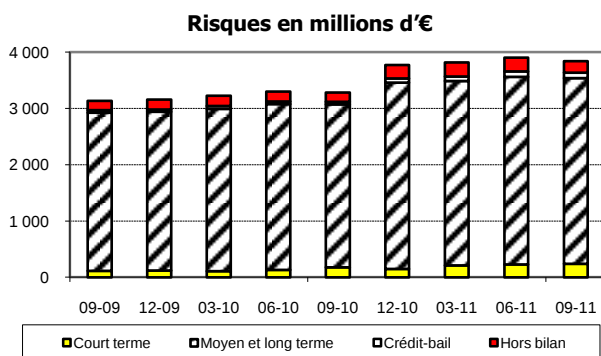
Risques bancaires sur le secteur du commerce



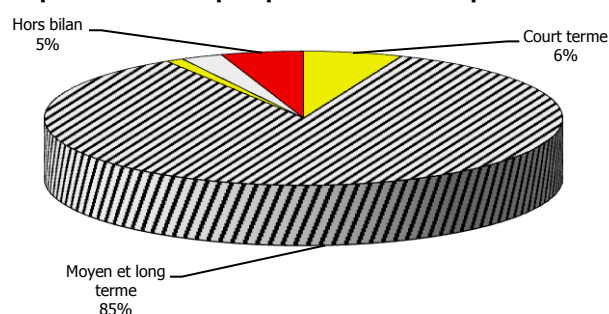
Répartition des risques par secteur à fin septembre 2011



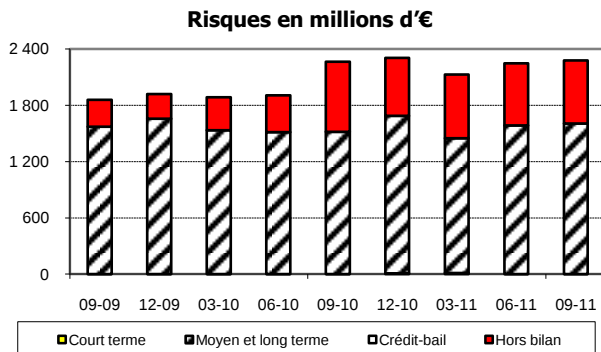
Risques bancaires sur le secteur des activités immobilières



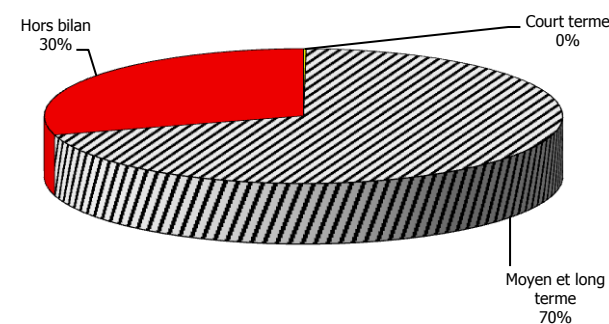
Répartition des risques par secteur à fin septembre 2011



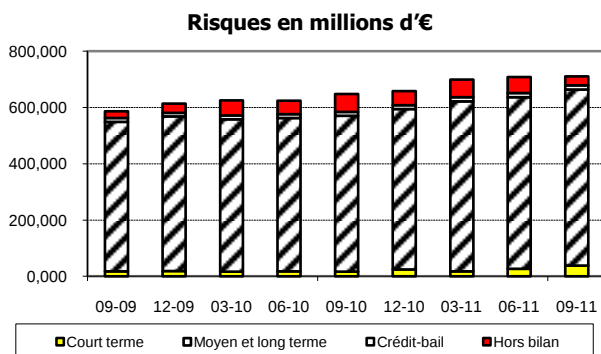
Risques bancaires sur le secteur des administrations publiques



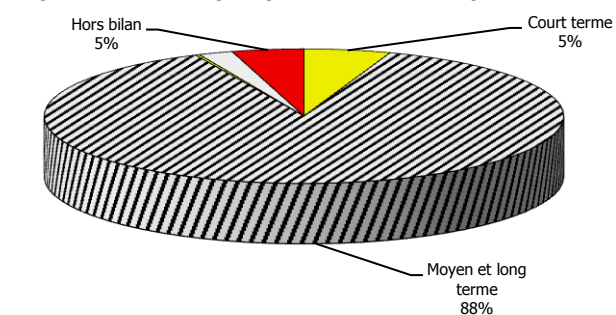
Répartition des risques par secteur à fin septembre 2011



Risques bancaires sur le secteur de la santé et de l'action sociale



Répartition des risques par secteur à fin septembre 2011



6. Rappel des taux

6.1 Taux réglementés

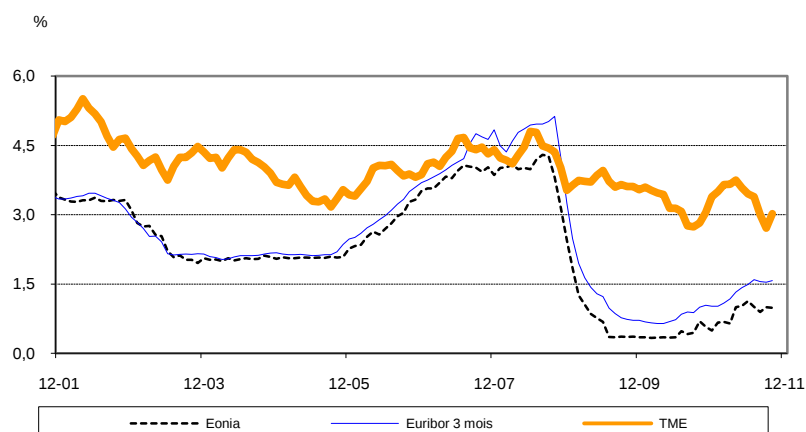
Taux directeurs de la Banque Centrale Européenne	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (14/12/2011)	1,00%
Taux de la facilité de dépôt (14/12/2011)	0,25%
Taux de la facilité de prêt (14/12/2011)	1,75%

Taux de l'Epargne Réglementée (à compter du 1/08/2011)		
Livret A et bleu	Liv. développement	LEP
2,25%	2,25%	2,75%
Plan Epargne Logement *	Cpte Epargne Logement *	
2,50%	1,50%	

* Hors prime d'état

Taux d'intérêt légal	
Année 2010 (JO du 11/02/2010)	0,65%
Année 2011 (JO du 03/02/2011)	0,38%

6.2 Principaux taux de marché

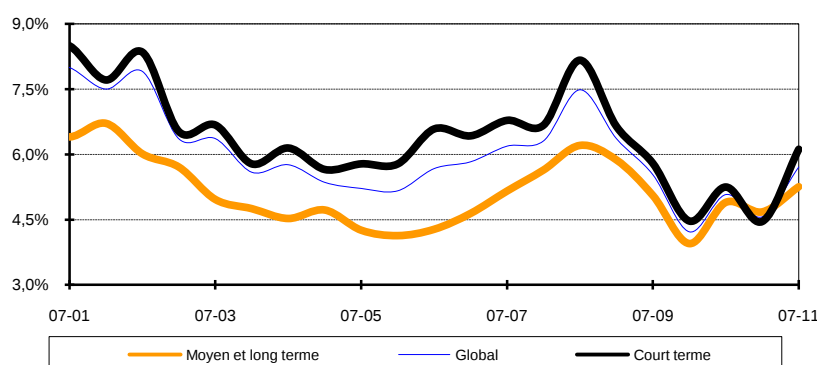


Principaux taux d'intérêt de marché					
Date / Taux	Eonia	Tibeur 3 mois	Tibeur 6 mois	Tibeur 12 mois	TME
oct-11	0,984%	1,575%	1,776%	2,110%	3,020%

6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

	Taux moyens pondérés		
	juil-10	janv-11	juil-11
Court terme	5,25%	4,45%	6,12%
. Escompte	3,08%	3,55%	3,55%
. Découvert	8,61%	6,96%	7,88%
. Autres CT	3,51%	3,19%	6,55%
Moyen et long terme	4,90%	4,68%	5,26%
Taux moyen pondéré global	5,08%	4,57%	5,71%

Nota : Chiffres provisoires à fin janvier 2011



6.4 Taux effectifs pratiqués par les établissements de crédit (publiés trimestriellement au journal officiel)

Catégories de crédit		Taux effectifs pratiqués pendant le trimestre						
		1e t. 10	2e t. 10	3e t. 10	4e t. 10	1er t. 11	2e t. 11	3e t. 11
Particuliers	Prêts immobiliers							
	- Prêts à taux fixe	4,72%	4,57%	4,20%	4,13%	4,21%	4,48%	4,67%
	- Prêts à taux variable	4,29%	4,01%	3,79%	3,72%	3,76%	4,00%	4,21%
	- Prêts relais	4,69%	4,47%	4,70%	4,41%	4,49%	4,55%	4,71%
	Autres prêts							
	- Prêts d'un montant < ou = à 1.524 euros	16,22%	15,86%	15,99%	15,98%	-	-	-
Personnes morales	- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1.524 euros	6,64%	6,46%	6,11%	5,83%	-	-	-
	- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1.524 euros	14,59%	14,45%	14,49%	14,75%	-	-	-
	Personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle							
	- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,15%	6,95%	6,79%	6,01%	6,84%	6,85%	7,21%
	- Prêts d'une durée supérieure à deux ans à taux variable	3,99%	3,74%	3,82%	3,73%	3,76%	3,97%	4,14%
	- Prêts d'une durée supérieure à deux ans à taux fixe	4,31%	4,69%	4,34%	4,24%	4,33%	4,56%	4,77%
Prof.	- Découvert en compte	10,00%	10,04%	10,19%	10,33%	10,33%	10,41%	10,38%
	- Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,30%	4,45%	4,20%	4,22%	4,24%	4,50%	4,77%
	- Découverts en compte (*)	10,00%	10,04%	10,19%	10,33%	10,33%	10,41%	10,38%
	- Taux moyen pratiqué (TMP) pour les prêts aux entreprises	3,99%	3,74%	3,82%	3,73%	3,76%	3,97%	4,14%

(*) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

6.5 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1966.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale ou à un entrepreneur individuel se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégories de crédit		Plafonds de l'usure applicables à compter de						
		avr-10	juil-10	oct-10	janv-11	avr-11	juil-11	oct-11
Particuliers	Prêts immobiliers							
	- Prêts à taux fixe	6,29%	6,09%	5,60%	5,51%	5,61%	5,97%	6,23%
	- Prêts à taux variable	5,72%	5,35%	5,05%	4,96%	5,01%	5,33%	5,61%
	- Prêts relais	6,25%	5,96%	6,27%	5,88%	5,99%	6,07%	6,28%
	Autres prêts							
	- Prêts d'un montant < ou = à 1.524 euros	21,63%	21,15%	21,32%	21,31%	21,47%	21,41%	21,03%
	- Prêts personnels et autres prêts							
	* d'un montant inférieur à 1.524 euros	8,85%	8,61%	8,15%	7,77%			
	* d'un montant compris entre 1.524 euros et 3.000 euros					8,03%	11,22%	12,76%
	* d'un montant compris entre 3.000 euros et 6.000 euros					8,03%	10,46%	11,65%
	* d'un montant supérieur à 6.000 euros					8,03%	9,34%	10,10%
	- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament							
	* d'un montant inférieur à 1.524 euros	19,45%	19,27%	19,32%	19,67%			
	* d'un montant compris entre 1.524 euros et 3.000 euros					19,53%	19,37%	19,27%
	* d'un montant compris entre 3.000 euros et 6.000 euros					19,53%	18,61%	18,16%
	* d'un montant supérieur à 6.000 euros					19,53%	17,49%	16,62%
Personnes morales	Personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle							
	- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,53%	9,27%	9,05%	8,01%	9,12%	9,13%	9,61%
	- Prêts d'une durée supérieure à deux ans à taux variable	5,32%	4,99%	5,09%	4,97%	5,01%	5,29%	5,52%
	- Prêts d'une durée supérieure à deux ans à taux fixe	5,75%	6,25%	5,79%	5,65%	5,77%	6,08%	6,36%
	- Découvert en compte	13,33%	13,39%	13,59%	13,77%	13,77%	13,88%	13,84%
	- Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,73%	5,93%	5,60%	5,63%	5,65%	6,00%	6,36%
Prof.	- Découverts en compte (*)	13,33%	13,39%	13,59%	13,77%	13,77%	13,88%	13,84%

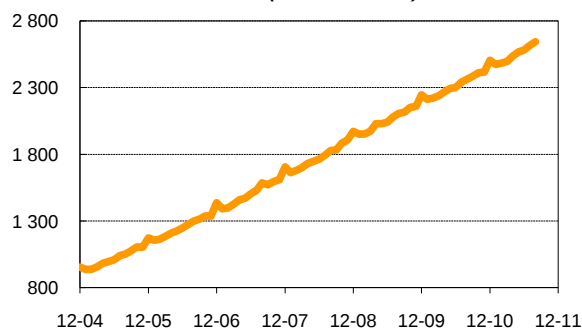
(*) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

7. Monnaie fiduciaire

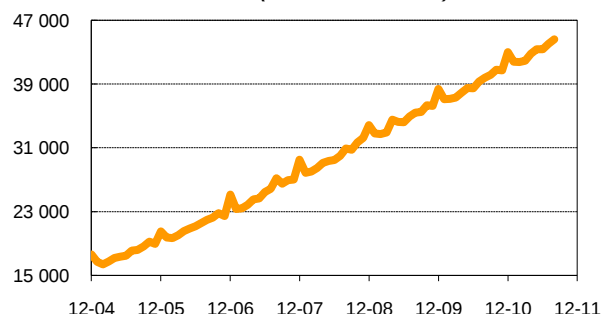
7.1 Emission mensuelle de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets (à fin août 2011)

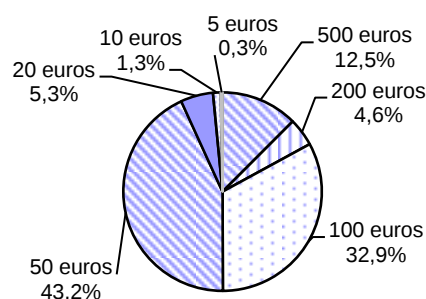
en valeur (en millions d'€)



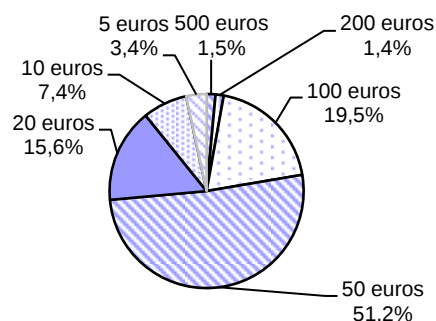
en volume (en milliers d'unités)



Répartition en valeur à fin août 2011



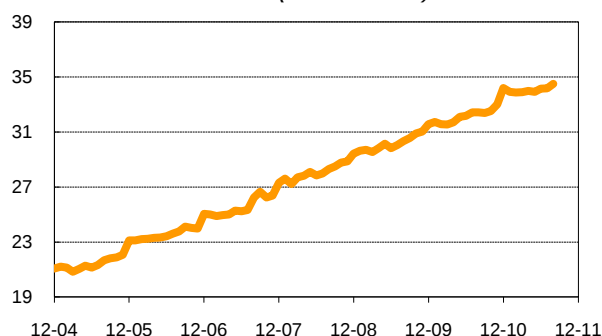
Répartition par quantité à fin août 2011



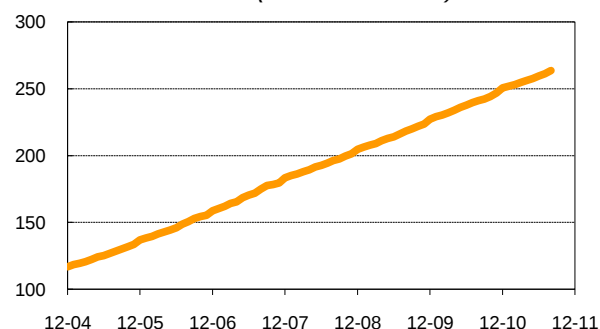
7.2 Emission mensuelle de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces (à fin août 2011)

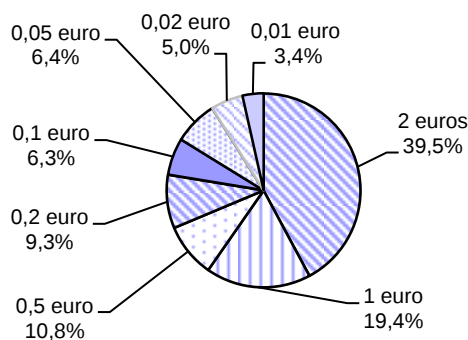
en valeur (en millions d'€)



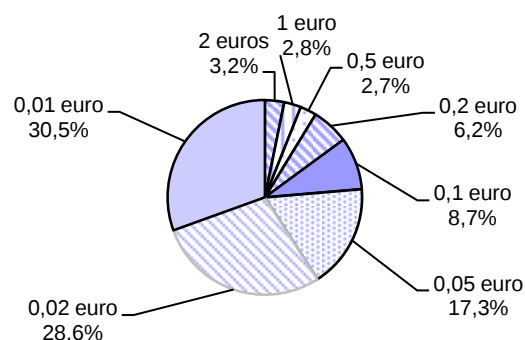
en volume (en millions d'unités)



Répartition en valeur à fin août 2011



Répartition par quantité à fin août 2011



INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
4 rue de la Compagnie - 97400 Saint-Denis
Réunion

Téléphone : 0262.90.71.00 – télécopie : 0262.21.41.32
Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE
Responsable de la rédaction : A. BELLAMY-BROWN
Editeur : IEDOM
Achevé d'imprimer le 23 décembre 2011
Dépôt légal N° 149 - décembre 2011
ISSN 0296-3116